De semaines revendicatives en journées d'action les centrales syndicales lanternent les travailleurs

(Voir page 4)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour la reconstruction de la 4e internationale

Voix Ouvrière

ORGANE DE L'UNION COMMUNISTE (4e INTERNATIONALE)

Hebdomadaire : Paraît le mercredi — N° 1 - NOUVELLE SERIE - 5e ANNEE — 29 NOVEMBRE 1967 — PRIX : 1 F

Prochaine conférence mondiale des P.C. à Budapest ?

(Voir page 2)

VOIX OUVRIÈRE EST HEBDOMADAIRE

Pour les militants, pour les travailleurs révolutionnaires, pour tous ceux que ce journal unit, c'est une victoire.

Bien sûr, ce n'est pas une victoire déterminante, de celles qui changeraient irrémédiablement le rapport des forces entre les militants révolutionnaires et tous ceux — vrais ennemis ou faux amis — qui cherchent à maintenir le monde du travail sous le talon de fer de l'exploitation capitaliste.

Mais c'est une victoire quand même.

Rappelons que ce journal, VOIX OUVRIERE, qui paraissait depuis quatre ans deux fois par mois et qui paraîtra dorénavant toutes les semaines, est appuyé sur un travail bien plus large, bien plus profond, dont il n'est que le reflet imparfait. VOIX OUVRIERE n'est pas seulement le titre du présent journal, c'est aussi le titre commun de bulletins d'entreprises, de feuilles d'usines rédigées par des travailleurs, des militants ouvriers, qui savent que l'abolition du salariat viendra de la révolution sociale et non de la conquête de quelques postes ministériels par des représentants patentés de la classe ouvrière. Ces bulletins, peu nombreux au départ, se sont donné pour tâche d'exposer le point de vue des révolutionnaires sur tous les faits de l'exploitation quotidienne dans les entreprises et dans le monde.

Dès le départ, ils rencontrèrent un grand succès d'estime auprès des travailleurs ; estime qui s'est maintenue et renforcée ; estime sans laquelle ces bulletins n'auraient pas pu vivre : ils ont immédiatement réalisé contre eux l'unité des bureaucraties syndicales — qui ne peuvent supporter aucune critique venant du rang —, du P.C.F. — qui ne tolère rien sur sa gauche —, du patronat — qui y retrouve avec inquiétude un langage qu'il croyait définitivement abandonné par les militants ouvriers —, et de la police ou plus exactement des polices. Nos camarades eurent, pour maintenir et développer cette seule activité, à résister aux menaces et aux attaques physiques, aux injures, à la délation, aux licenciements et aux arrestations. Nous ne comptons plus en effet les camarades licenciés de leur entreprise, les agressions contre nos diffuseurs et les fois où la police est intervenue pour empêcher une diffusion de nos bulletins, appelée par les patrons, voire par le P.C.F. ou la C.G.T.

Sans la sympathie que nos camarades ont rencontrée auprès des travailleurs du rang, ces modestes bulletins n'auraient certes pas pu se développer et survivre. Et c'est dans soixante des plus grandes entreprises du pays, qu'aujourd'hui des militants s'expriment par de tels bulletins. Bien que nous en citions toujours quelques-uns, il n'est pas possible de les reproduire tous, et nous le regrettons. Les huit pages du présent journal ne suffiraient pas chaque semaine à reproduire ce capital d'écrits qui sont le reflet du combat quotidien que mènent des travailleurs révolutionnaires contre l'exploitation et l'abrutissement.

Ce sont tous ces soutiens qui font vivre VOIX OUVRIERE, qui l'alimentent des joies et des espoirs de ceux qui se sont donnés pour but d'émanciper le travail : c'est le besoin d'unifier toutes ces énergies qui nécessite aujourd'hui que VOIX OUVRIERE paraisse toutes les semaines ; c'est le nombre croissant des travailleurs qui nous soutiennent et qui nous aident qui le lui permet.

C'est pourquoi la fierté que nous ressentons de voir aujourd'hui VOIX OUVRIERE devenir hebdomadaire n'est pas la satisfaction ridicule de voir doubler la surface du papier que nous faisons imprimer ; c'est la joie de voir que les idées que nous avons reprises alors que les partis soi-disant socialiste et soi-disant communiste les avaient abandonnées, rencontrent toujours un accueil favorable auprès des travailleurs, et qu'elles sont toujours bien vivantes.

Et c'est pourquoi, pour nous, c'est une victoire.

"Colline 875" une défaite pour les Américains

APRES cinq jours de combats acharnée, la colline 875 est tombée. Nul ne sait encore le prix du sang qu'ont dû payer les Américains. Les chiffres plus ou moins douteux avancés par le Q.G. américain ne peuvent rendre compte de l'ampleur du carnage et de ses conséquences. Du côté du Vietcong, où l'enfer est devenu familier, les pertes ne sont pas chiffrées, les journalistes occidentaux les plus téméraires ne s'étant pas aventurés dans l'autre camp.

« Dak To est le commencement d'une grande défaite pour l'ennemi » a proclamé le général Westmoreland, commandant en chef américain au Vietnam. Fermes paroles prononcées depuis Washington, avec l'optimisme béat des Etats Majors abrités, soucieux avant tout et contre tout, du moral des armées. Mais sur le terrain, les survivants tiennent un tout autre langage. « Nous avons essayé des bombes au napalm de 340 kg et tout, mais l'armée de l'air n'y peut rien. Il faut des hommes pour prendre ces positions » disait un lieutenant parachutiste qui avait perdu vingt hommes sur vingt-sept en quelques heures, sur quelques mètres de terrain. Et des hommes, il en a fallu et les U.S.A. tout entiers ont suivi pendant des heures les nouvelles de ces combats du bout du monde, où les représentants de la libre Amérique, — des noirs pour la plupart — étaient venus trouver la mort pour la plus sanglante et la plus dérisoire des victoires.

Dérisoire, car si Dak To n'a pas été le Dien Bien Phu américain, la victoire des paras U.S. n'a fait que prouver de façon éclatante que les Américains ne peuvent pas gagner cette guerre. En résistant comme ils l'ont fait, les Vietcongs ont gagné une bataille morale.

Cet ennemi « moribond », ces « bandes de brigands communistes que l'on ne saurait confondre avec la population civile qui, elle, sait reconnaître ses vrais amis », ces guerriers de quatorze ans qui marchent la nuit et s'enterrent le jour, ces soldats fantômes qui fuient l'accrochages et n'attaquent que par surprise, ces assassins, ces « lâches terroristes », ont, pendant près de cinq jours, dans une guerre de positions, classique, tenu en échec les troupes d'élites aéroportées du plus puissant des impérialismes

Et les Américains avaient pour eux la supériorité incontestable d'une énorme puissance de feu. L'attaque de la colline avait été préparée par un déluge d'obus et de napalm, l'aviation avait « brûlé » le terrain, déchiqueté les hommes et les arbres, enterré les tranchées. Et les combattants vietcongs ont tenu, coupant retraite aux soldats U.S. qui ne pouvaient même pas évacuer leurs blessés et que guettaient la faim, la soif, l'épuisement. Si le martyr des paras américains est connu, qui pourra dire celui des combattants vietcongs ?

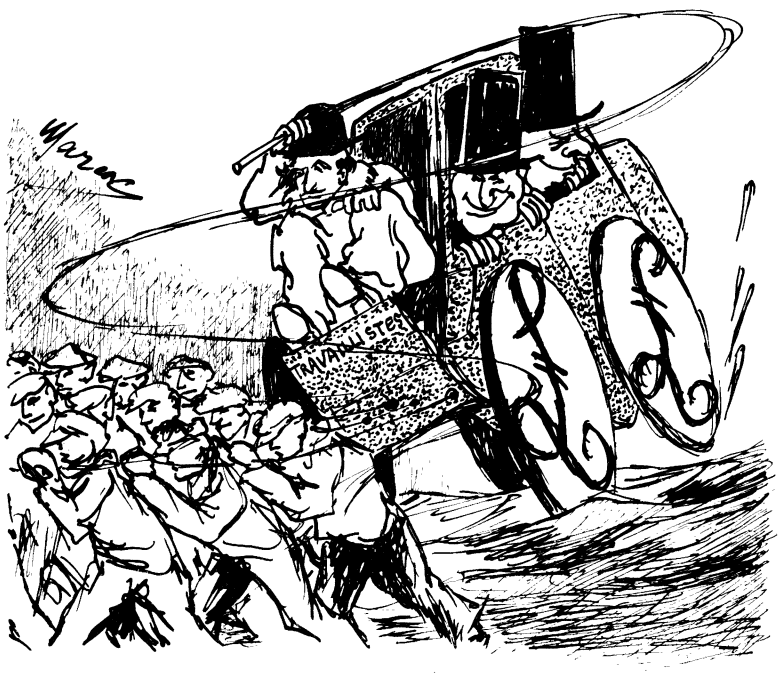
Ils ont dû abandonner la colline 875, mais ils ont montré que chaque colline, chaque crête, chaque forêt, de ce pays mutilé, coûterait aux américains des centaines sinon des milliers de morts. Ils ont montré qu'une victoire totale avec occupation du terrain par les forces armées U.S. était hors de question, à moins d'engager dans l'enfer vietnamien des millions d'hommes et de payer chaque avance du prix de Dak To. Si 500 000 soldats suffisent à tenir les villes, les routes stratégiques et les « villages regroupés », il faudrait trois, quatre fois plus de combattants pour pour s'emparer du terrain. Des combattants « forcés » venus livrer loin de leur pays une guerre où ils n'ont rien à défendre et rien à gagner. C'est un prix que l'opinion publique américaine n'est pas prête à payer et ses dirigeants le savent.

Sur la colline 875, les soldats U.S. ont connu leur limites. Les armées américaines peuvent se maintenir indéfiniment au Vietnam, mais elles ne peuvent pas y vaincre. C'est la leçon de Dak To. Et la guerre que l'impérialisme U.S. mène au Vietnam apparaît d'autant plus criminelle qu'elle est sans issue, sans autre justification que la volonté de ses dirigeants de ne pas céder et de préparer son propre peuple et les peuples du monde entier à la guerre inévitable, la 3e guerre mondiale.

Michèle TOURNY.

La dévaluation de la livre : une arme contre les travailleurs anglais

Malgré des promesses mille fois renouvelées vis-à-vis des possesseurs étrangers de livres, la Grande-Bretagne vient de faire une banqueroute partielle. Ne remboursant ses dettes extérieures qu'à 85 % de leur valeur, chaque livre sterling possédée vaut désormais 15 % en moins. Ce type de faillite dont toutes les bourgeoisies à commencer par la bourgeoisie française sont coutumières lorsqu'elles y sont acculées, prend ici une importance toute particulière du fait du grand nombre de livres sterling possédées à l'étranger soit par des commerçants (ainsi 30 % du commerce mondial est libellé en sterling), soit par des banques privées ou nationales de gouvernements liés à la Grande-Bretagne.



Si le sort des réserves de l'Emir de Koweit et autres potentats locaux soumis à l'influence politique des représentants de sa gracieuse Majesté les laisse indifférent, il n'empêche que les banquiers de la « City » ont dû se trouver très sérieusement acculés pour se résoudre à perdre une seconde fois (après l'avoir déjà fait en 1948) la confiance de leurs habituels clients, et renoncer à terme à jouer le rôle de banquier international gérant les ressources d'une bonne partie du globe.

Si la crise prend actuellement une tournure aiguë, la situation critique de l'économie anglaise n'est pas nouvelle. En effet, depuis la première guerre mondiale, celle-ci n'a pas réussi à trouver un équilibre. Les

(Suite page 2)

A la recherche d'un monolithisme définitivement perdu

A la suite du communiqué officiel paru dans la « Pravda », « l'Humanité » vient à son tour d'annoncer la convocation « d'une réunion consultative des Partis Communistes et Ouvriers » qui devra se tenir en février à Budapest.

L'objectif lointain des organisateurs de cette réunion est de préparer une conférence internationale « afin — précise le communiqué — « de consolider l'unité des partis communistes ». Dans l'immédiat, cette rencontre consultative a pour objet « un échange collectif d'opinions sur les problèmes relatifs à la convocation de la conférence internationale des partis communistes et ouvriers ». Formule vague à souhait qui ne préjuge en rien de l'avenir. Ni de quand la conférence sera faite. Ni par qui elle sera faite. La fameuse « conférence internationale », monstre du Loch Ness du mouvement stalinien, quoiqu'objet d'évocations périodiques et de continuelles tractations, n'est certainement pas encore prête à devenir une réalité.

Les péripéties autour de cette conférence sont bien à l'image des ravages de ce que l'on appelle par un mot à la mode, le polycentrisme.

L'idée de réunir l'ensemble des partis communistes n'est pas nouveau. En fait, son origine remonte à la conférence des 81 partis tenue en 1960, qui en rendant publique la rupture sino-soviétique, a entériné la fin du monolithisme du bloc des partis staliniens.

La montagne de projets, de suggestions, d'initiatives, de résolutions avait une fois déjà accouché d'une souris. Faute d'une conférence mondiale, 19 partis communistes acceptèrent en mars 1965 de se réunir. Mais les partis chinois, albanais, coréen, vietnamien ainsi que roumain et yougoslave furent absents. Plus de deux ans après, ce sont les mêmes partis qui vont se retrouver à une nouvelle réunion préparatoire mais cette fois-ci, le parti cubain sera à son tour du nombre des absents. La conférence mondiale se trouve en fait aussi éloignée qu'en 1965.

Les dirigeants soviétiques voudraient assigner à cette conférence des objectifs précis. En premier lieu, condamner les « scissionnistes » chinois. Mais aussi, et surtout, réaffirmer l'hégémonie du P.C. russe donc de la bureaucratie soviétique, sur l'ensemble des partis staliniens. Cependant, les tergiversations mêmes de ces partis, leur défilade de participer à la conférence, prouvent que cette hégémonie n'est plus, pour bon nombre d'entre eux, qu'un mot vide. Au bout de deux ans d'efforts, Moscou aura tout au plus réussi à rééditer le fiasco de 1965.

Non seulement aucune conférence ne réussira à ressouder les liens de dépendance des plus grands partis staliniens vis-à-vis de la bureaucratie soviétique mais certains n'admettent même pas qu'on tente de le faire, sous aucune forme que cela soit.

Certes, le refus des liens de dépendance vis-à-vis de Moscou et ces manifestations au sujet de la conférence internationale n'ont pas atteint le même degré chez tous les grands partis staliniens.

Entre le parti chinois qui se pose en rival du parti soviétique et le P.C.F. qui n'en est qu'aux velléités d'indépendance rarement perceptibles, il existe une série de cas intermédiaires.

La Roumanie et la Yougoslavie refusent ouvertement de participer non seulement à la conférence mondiale, mais même à la réunion préparatoire de Budapest. Le P.C. italien fait partie des organisateurs de la rencontre consultative de février, mais ne se déclare prêt à accepter la conférence mondiale que si elle se transforme en une vaste mascarade sans autorité avec la participation des « représentants des partis progressistes du Tiers-Monde et ceux des mouvements de libération nationale ».

Mais il ne s'agit là que de différence de degrés, non de différence de fond. Tout comme le parti chinois, les partis yougoslave, italien ou roumain, sont des partis de masse. Ils ont une assise propre, nationale, et ils représentent chacun à sa façon des intérêts nationaux foncièrement incompatibles avec ceux de la bureaucratie soviétique, ils ont derrière eux des forces nationales qui leur permettent de se passer de Moscou et éventuellement, de s'opposer à lui. Ils ne sont prêts à admettre de la part des dirigeants soviétiques que ce qu'ils veulent bien admettre.

Que pourra-t-il sortir dans ces conditions de la réunion de Budapest ? Une déclaration condamnant la Chine, peut-être, mais étant donné le nombre des présents, et surtout le nombre de ceux qui auront refusé d'y participer, une telle déclaration sera sans commune mesure avec ce que souhaiterait l'U.R.S.S. Une décision ferme de convoquer une conférence mondiale ? C'est déjà bien moins probable, et même si elle se faisait, ce serait très certainement sous la forme édulcorée proposée par le P.C. italien.

La bureaucratie soviétique pourra comptabiliser de tels résultats comme des succès. Ils seraient en réalité des constats d'échec. Aucune remise au pas du mouvement stalinien n'est plus possible.

Georges KALDY.

La chasse est ouverte

A Paris le Préfet de Police, appliquant les directives gouvernementales part en guerre contre le chômage.

En effet 800 emplois nouveaux viennent d'être créés.

Il s'agit de l'embauchage de 800 contractuels chargés de faire la chasse aux automobilistes qui, n'ayant pas trouvé de place pour garer leur voiture, se sont vu contraints de la laisser là où M. le Préfet de Police avait pris la précaution de faire poser un disque : Interdiction de stationner. Louons notre Préfet de Police qui dans le zèle qu'il met à faire respecter la loi de ses patrons, trouve encore le moyen de faire augmenter le chiffre des demandes d'emploi satisfaites.

Mais plaignons sa carence à ne pas trouver les moyens d'exercer son zèle dans un domaine qui ne manquerait pas de lui assurer une rapide et solide popularité. Que M. le Préfet de Police embauche des travailleurs âgés que les cadences infernales ont rejetés de la production, qu'il embauche les jeunes travailleurs dont cette production ne veut pas encore, pour faire la chasse aux patrons qui contraignent leurs ouvriers à violer depuis 30 ans la loi de 40 heures.

Que pleuvent sur ces contrevenants rapaces les amendes et les sanctions et on aura vite trouvé les moyens de faire construire des garages et des parkings.

Mais si un Préfet de Police est incapable de telles mesures pourquoi les syndicats n'envisageraient-ils pas la chose.

A moins que devant leur carence à eux aussi devenue chronique et incurable les travailleurs ne s'en chargent eux-mêmes. L'amende la plus dure pour un patron étant la grève, la sanction la plus sévère mais aussi la plus salutaire étant la dépossession de ses titres de propriétés, produits de l'exploitation des travailleurs.

A l'hypocrisie d'une ordonnance opposons l'application stricte de la loi

UNE récente ordonnance gouvernementale vient d'interdire aux patrons de faire travailler plus de 40 heures par semaine les jeunes gens et les jeunes filles de moins de 18 ans. On voit jusqu'où le gouvernement est capable d'aller lorsqu'il s'avise de faire du social.

Voilà soudain que le sort des jeunes semble l'intéresser au point qu'il n'hésite pas à interdire aux patrons de les exploiter plus de 40 heures par semaine. Entre nous ce n'est déjà pas mal.

Mais voyons comment cela se traduit en fait pour les jeunes intéressés.

On diminue leur horaire de travail ce qui est fort appréciable mais on diminue sévèrement leur paye. En effet partout où les jeunes voient leur horaire ramené à 40 h ils voient aussi un certain nombre d'heures ordinairement payées en heures supplémentaires déduites de leur paye. Pour certains qui vivent encore au sein de leur famille cela n'est pas toujours trop grave. Mais pour d'autres notamment pour les jeunes qui ont dû quitter la campagne et qui doivent venir seul travailler et vivre en ville c'est une catastrophe.

Pour les patrons cette interdiction ne les touchent guère. Les jeunes de moins de 18 ans dans les usines ne travaillent pas sur les chaines. En général ils ont un poste qui est nécessaire à la production mais qui ne suit pas forcément son rythme. Les patrons renverront les jeunes une heure plus tôt le soir et leur demanderont d'accélérer un peu leur cadence, répartiront sur les plus anciens le travail qui reste à faire et le tour est joué. Le patron y gagne le salaire du jeune ouvrier payé en heure supplémentaire. Car on aimerait connaitre un seul exemple d'un patron obligé d'embaucher du personnel pour compenser la réduction du temps de travail des jeunes. On aimerait aussi connaitre un seul exemple où cette mesure entraine une baisse de production. Alors il ne reste plus que l'économie de salaire faite au détriment d'un jeune. Cela est probablement encore plus visible chez les jeunes filles. Nous serions fort étonnés d'apprendre qu'on ait dû embaucher des dactylos pour remplacer des jeunes filles dont l'horaire a été réduit ou qu'un grand magasin ait dû arrêter sa vente plus tôt aux rayons tenus par des jeunes filles.

D'ailleurs que Messieurs les patrons se rassurent au cas où la réduction du temps de travail des jeunes de moins de 18 ans risqueraient de perturber leur production, des dérogations sont prévues et de nombreuses entreprises les ont déjà obtenues. Bien sûr dans ce cas on invoque le souci de ne pas réduire la paye des jeunes et non la crainte de voir baisser la production. Mais si les patrons avaient réellement un tel souci et si la loi ne leur permet pas de leur faire exécuter plus de 40 h par semaine, aucune loi ne leur interdit de leur verser la même paye. Et au prix où sont payés les jeunes dans leur grosse majorité cela ne gênerait guère leur trésorerie.

Une fois de plus une mesure gouvernementale qui prétend avoir un caractère social pour les travailleurs se traduit en fait par un désavantage pour eux alors que les patrons non seulement n'y perdent rien mais dans bien des cas en tirent avantage.

Mais puisque le gouvernement a parlé de 40 h il serait peut être opportun de lui rappeler qu'il n'y a besoin d'aucune ordonnance pour limiter à 40 heures par semaine la durée du travail des jeunes de moins de 18 ans. Depuis un certain mois de juin 1936 il existe une loi qui a autrement de valeur qu'une ordonnance et qui s'applique à tous les travailleurs et non seulement aux jeunes de moins de 18 ans.

Pour les patrons et même dans l'esprit de bon nombre d'ouvriers il n'est pas souhaitable de revenir aux 40 heures car cela entrainerait une diminution de la paye. C'est un faux problème. Ce sont les patrons qui prétendent mesurer la valeur de notre travail et partant notre salaire par la durée du travail, le rendement et la qualification. Ils se gardent bien de mesurer leur propre valeur avec de tels critères.

Nous devons gagner notre vie, avoir un pouvoir d'achat décent compatible avec le degré technique de notre époque.

En 1936 la loi reconnaissait que la durée maximum du travail était de 40 h par semaine.

Aujourd'hui la loi est violée à tel point que le gouvernement est contraint de rappeler les patrons à l'ordre par une ordonnance s'appliquant à la petite minorité que représenterait les moins de 18 ans. A peine l'ordonnance est-elle publiée que les patrons obtiennent les dérogations ou amputent la maigre paye de jeunes qui gagnent durement leur vie.

Un tel régime qui s'appelle le régime capitaliste a-t-il le droit d'exister ? N'est-il pas de notre devoir de tout faire pour le détruire et le remplacer par un régime qui respecte ses engagements envers l'homme et en premier lieu envers l'homme qui travaille ?

La dévaluation de la livre :

UNE ARME CONTRE LES TRAVAILLEURS ANGLAIS

Suite de la page 1

industries qui avaient été à la base de sa prospérité au XIX[e] siècle ont subsisté grâce à l'Empire, immense marché protégé fournissant les matières premières à bon compte et étant bien obligé d'acheter au prix imposé ce que l'île britannique vendait. A la veille de la seconde guerre mondiale, l'Angleterre était déjà un colosse aux pieds d'argile. De 1945 à nos jours, la perte de la quasi totalité des marchés jusqu'alors chasse gardée, due aux pertes de colonies, rendit l'équilibre de jadis de plus en plus difficile à maintenir.

Par ailleurs, les concessions faites à sa classe ouvrière et à ses couches les plus favorisées au moment de sa grande richesse basée sur l'exploitation coloniale lui pesait ensuite trop lourd sans qu'elle ait cependant les moyens de les reprendre. La bourgeoisie anglaise se retrouve aujourd'hui dans un habit trop large. Depuis 1945 elle applique la politique du « stop and go », dans le domaine économique. Dès que l'économie fonctionne, elle le fait au-dessus de ses moyens, important trop pour une trop faible exportation. Le déficit s'accroit jusqu'à ce que les caisses soient vides, et alors le gouvernement bloque la machine économique, la plonge dans le marasme, et met les ouvriers au chômage. Elle se reconstitue des réserves en bloquant les importations puis le processus recommence...

Cette fois malgré les emprunts multiples aux autres pays capitalistes, son déficit s'est maintenu. Les produits anglais trop chers n'arrivaient pas à se vendre, les importations se révélaient difficilement compressibles (nourriture, vêtements), les conditions d'emprunts plus difficiles. Et pourtant la gestion était très dure : 600 000 chômeurs actuellement officiellement secourus.

Alors, pour permettre la vente des produits, on a dévalué la livre. Quelles sont les conséquences de cette dévaluation pour l'économie anglaise?

Certes, les produits anglais vont diminuer de 15 % et ainsi se vendront plus facilement sur les marchés extérieurs. Par là-même un redressement du commerce extérieur semble possible. Mais sera-t-il suffisant pour équilibrer le commerce et permettre ensuite le remboursement des dettes accumulées.

Les avantages de la dévaluation ont tendance à se manger eux-mêmes de l'intérieur. Si en effet tous les produits anglais sont vendus 15 % moins chers à l'étranger, tous les produits étrangers valent 15 % de plus sur le marché anglais. Devant les hausses de prix ainsi provoquées, la classe ouvrière anglaise réclamera justement le maintien de son niveau de vie, n'ayant aucune raison de se sacrifier pour sa Majesté, et au bout d'un temps plus ou moins long, tous les prix ayant augmenté, on risque de se retrouver au même point.

C'est ce qui explique la sérénité des autres concurrents qui savent que la dévaluation anglaise ne les gênera que très momentanément.

La bourgeoisie anglaise doit donc s'attaquer aux avantages qu'elle avait pu concéder à la classe ouvrière lors de son apogée impérialiste. Elle tentera d'augmenter le chômage, les cadences de ceux qui travaillent pour que l'industrie reste compétitive à tout prix. Elle s'attaquera aux conditions de travail et aux salaires. Et elle espère enfin bloquer les salaires pour que la dévaluation ne soit pas un coup d'épée dans l'eau.

Les appels au « sens civique » ne manquent pas. Les T.U.C. syndicat anglais ont même promis de freiner les augmentations de salaires pour satisfaire le gouvernement. Reste à savoir si la classe ouvrière anglaise à qui les bureaucrates syndicaux demandent depuis trois ans de rester calme en attendant un avenir meilleur, vont accepter ces atteintes directes à leur niveau de vie alors qu'il y a déjà 600 000 chômeurs, et permettre ainsi à une bourgeoisie décatie, moribonde et endettée de survivre.

Pierre BERGER.

VOIX OUVRIERE
Rédaction - Administration : 29, rue de Château-Landon, Paris (10e).
Responsable publication : Maurice Schroedt.
Parution hebdomadaire (en vente le mercredi).
Prix : 1 F.

Abonnements ordinaires	6 mois	15 F
	1 an	25 F
Abonnements de soutien	6 mois	30 F
	1 an	50 F

Tous les envois de fonds doivent être effectués au nom de Maurice SCHROEDT, C.C.P. PARIS 9424-78.
Imprimerie Composition : Duhen, rue Philippe-de-Girard, Paris (18e).
Imp. : « Rotoffset », 77-Meaux.
Distribué par les NMPP.

De l'Indonésie aux Indes en passant par l'Amérique latine

Trahison de tous les partis communistes orthodoxes de « gauche » ou « chinois »

Au printemps 1967, à la suite des élections générales aux Indes, plusieurs Etats se donnaient une administration communiste. Les Etats indiens qui composent la confédération, sont constitués sur une base fédéraliste un peu comparable à celle des Etats-Unis d'Amérique, ou de la République Fédérale Allemande, mais avec une autonomie encore plus grande.

La « prise de pouvoir » électorale la plus retentissante, et de loin, fut celle de l'Etat du Bengale Occidental dont la capitale est la fameuse Calcutta, fameuse comme une des trois plus grandes villes des Indes avec Bombay et New-Delhi, mais surtout célèbre dans le monde entier comme le reflet criant de la détresse et de la misère des masses indiennes. Ce fut le parti qui se situait aux yeux des masses le plus à gauche qui remporta le plus grand nombre de voix. En l'occurence, ce parti était le Parti Communiste de Gauche issu d'une scission du P.C. indien qui se situait trop ouvertement à la remorque de la politique dite neutraliste de Mme Gandhi. Ce parti se réclamait des idées chinoises.

Les ouvriers, les chômeurs, les paysans sans terre, tous ceux qui souffraient de la misère et de la faim, firent confiance par l'intermédiaire de leur vote à ce « Parti Communiste de Gauche » qui pour eux, devait être le parti des pauvres contre celui des riches.

Mais malheureusement pour les travailleurs du Bengale, ce Parti, s'il avait bien rompu les liens qui l'avaient attaché à la bureaucratie russe, n'en était pas pour autant devenu l'organisation de combat de classe des travailleurs

Car les travailleurs de la terre comme des usines après la victoire électorale des « Communistes de gauche » décidèrent, fort de l'appui de « leur » gouvernement, de passer à l'action : les grèves se développèrent et dans le nord de l'Etat, dans le Naxalbari, les paysans sans terre se soulevèrent avec des arcs et des flèches pour mettre à bas l'aristocratie foncière, pour s'emparer des stocks de riz des spéculateurs, pour prendre la terre à laquelle ils avaient droit.

Mais ce ne fut pas les possédants que les travailleurs du Bengale trouvèrent en face d'eux, mais bel et bien les forces de police envoyées par « leur » gouvernement qui, au nom de la collaboration avec le parti de Mme Gandhi, faisaient massacrer les insurgés qui réclamaient simplement leur dû.

« Leur » gouvernement faisait ce qu'un autre, plus « bourgeois » aurait peut-être eu plus de mal à faire.

Mais dans la lutte de classe la bourgeoisie n'est jamais reconnaissante envers les représentants traitres des opprimés qui ont pu l'aider à un moment quelconque. Et ce n'est pas la décision de rompre avec Pékin prise par le Parti Communiste de Gauche qui put le réhabiliter aux yeux du gouvernement indien.

Et aujourd'hui le Parti Communiste de Gauche du Bengale Occidental en fait les frais : lui qui était si attaché à l'alliance avec les partis « progressistes » de la bourgeoisie se retrouve mis au rebut par le gouvernement central. Le gouvernement de Calcutta vient d'être destitué par l'administration centrale, avec l'aide des alliés sur qui il comptait tant la veille.

Une fois qu'il a rempli sa tâche, une fois qu'il a mis au pas les travailleurs, la bourgeoisie juge qu'elle peut se passer de ce parti.

Malgré ces trahisons, les travailleurs de Calcutta réagirent devant ce décret du gouvernement central par la grève générale unanime et par des manifestations très violentes qui firent plusieurs morts le jeudi 23 novembre à Calcutta. Mais là encore, ce fut le Parti Communiste de Gauche lui-même qui stoppa l'action décidée des travailleurs de Calcutta. Finalement, ce parti soi-disant ouvrier préfère se suicider politiquement que de revenir au pouvoir à la suite de l'action directe de la classe ouvrière.

Cet épilogue politique de parti soi-disant communiste n'est pas l'exception. Dernièrement le très puissant parti communite de l'Indonésie s'est laissé massacrer sans réagir ; déjà aux Indes il y a quelques années un épisode identique s'était produit cette fois dans l'Etat du Kerala. C'est tous les jours que les soi-disant partis communistes mènent cette politique défaitiste en Amérique Latine.

Depuis la défaite sans combat du P.C. allemand en 1933, c'est une constante poitique de tous les P.C. de Moscou, de Pékin ou nationaux.

Il reste dans le monde à retrouver la voie des vrais révolutionnaires de 1917.

FAIRMAN.

La situation à Aden

Nous avons reçu après la mise sous presse de notre dernier numéro qui traitait des heurts sanglants qui avaient opposé à Aden le FLN au FLOSY, une lettre du Comité de Solidarité à la Révolution Yéménite dont nous extrayons le passage suivant :

On présente souvent dans la presse française le F.N.L. comme plus à gauche que le F.L.O.S.Y. ; cette appréciation est superficielle. En effet il ne faut pas oublier que le F.L.O.S.Y. regroupe la puissante centrale ouvrière d'Aden : l'Aden Trade Unions Congress (A.T.U.C.) (Abdallah Al-Asnadj, leader de l'ATUC et du People's Socialist Party, est responsable du Bureau politique du FLOSY), même s'il y a des éléments suspects dans la direction du FLOSY (Abd-el-Qawi Makkawi, le secrétaire général, qui était avant membre du gouvernement fédéral et qui a démissionné, devant la pression populaire et l'ampleur de la lutte armée). En fait, il y a des éléments valables et révolutionnaires dans le FLOSY et le FLN (en général les Baassistes et les Nassériens sont au FLOSY ; le FNL a été créé par le « Mouvement des nationalistes arabes » (Harakat al-qawmiyyin al-arab). Le FNL, le premier, a pratiqué la lutte armée et jouissait alors de l'appui entier du Caire (radio, etc.) ; quand Asnadj s'est rallié lui aussi à la lutte armée, il y a eu fusion de tous les éléments anti-impérialistes prônant la lutte armée au sein du FLOSY (dont le FNL de Qahtan al-Chaabi). La fusion s'est faite le 13 janvier 1966 ; elle a duré à peu près un an. Le FNL a repris son indépendance. Aujourd'hui le FLOSY est davantage lié à la RAU et à la République Arabe Yéménite (RAY) que le FNL ; c'est pourquoi l'impérialisme britannique est plus favorable à ce dernier. Nous pensons qu'il faut lutter pour l'unité d'action entre le FLOSY et le FNL et ne pas appuyer l'un contre l'autre, à partir d'appréciations toutes faites et douteuses. La Solidarité du mouvement ouvrier anglais et français, à l'égard de la lutte d'émancipation nationale et sociale à Aden a été gravement négligée.

A notre avis, il faut surtout lutter pour la construction à Aden, comme dans toute la péninsule arabique, d'organisations révolutionnaires socialistes, car les organisations nationalistes comme le FLOSY ou le FLN ne peuvent finalement que représenter soit les intérêts des dirigeants égyptiens ou yéménites comme le FLOSY, soit ceux de l'impérialisme britannique comme aujourd'hui le FNL qui a manifestement le soutien de l'armée britannique.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 18 DÉCEMBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor
Salle C - 1er étage, 20 h 30

sur le sujet suivant :

La Chine à l'heure de la Révolution Culturelle

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

L'ONU ET LE MOYEN-ORIENT :

Une résolution de plus... mais rien n'est réglé

LE mercredi 24 novembre, le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. votait à l'unanimité le projet de résolution britanniique sur le règlement du conflit du Moyen-Orient.

Mais cette unanimité n'a soulevé aucune illusion : les pays concernés ne participaient pas au vote, la résolution était conçue de manière à permettre des interprétations différentes sinon opposées, et surtout l'O.N.U. n'a de toutes façons aucun moyen de la faire respecter.

La résolution réclame à la fois le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés lors du conflit et la reconnaissance de la souveraineté de chaque pays et de leur droit de vivre en paix à 'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri des menaces et des actes de forces, formule commode pour permettre à Israël l'annexion d'une partie des territoires conquis.

L'U.R.S.S. a voté la proposition britannique et retiré son propre texte, se déclarant satisfaite de la référence au retrait des troupes israéliennes.

Mais le texte qui a été voté ne précise pas quel ordre de priorité est à envisager, c'est pourtant là le point essentiel. Est-ce d'abord le retrait des troupes, ensuite les négociations sur les frontières ou l'inverse ? Bien entendu, l'ambiguité du texte favorise le plus fort, et c'est ainsi que tous les intéressés directs ont compris la résolution.

Le ministre de l'Information d'Israël s'est emparé de la résolution votée en déclarant qu'elle peut constituer une base pour le renforcement de la position israélienne, et insistant sur la nécessité de « garanties » pour les frontières du pays. Par ailleurs, il a bien précisé que la résolution « ne modifiera en rien la décision israélienne de rester sur les lignes de cessez-le-feu jusqu'à la signature de traités de paix avec les pays arabes ».

Dans le camp arabe, la résolution a été accueillie avec réserve sinon hostilité. Seule la Jordanie y a été favorable. Tous les autres pays arabes, y voient avec raison, au mieux un texte qui restera lettre morte, au pire, — et c'est l'opinion qu'a exprimée la Syrie —, « une récompense à Israël pour son agression ».

Les pays arabes n'avaient rien à attendre d'autre d'une décision du Conseil de sécurité. Ayant été vaincus militairement, porter des espoirs sur un règlement du conflit qui ne leur serait pas défavorable n'est qu'un leurre. C'est le rapport des forces qui décide et la victoire d'Israël soutenu par l'impérialisme a été écrasante.

Les pays arabes enclins à la conciliation sont ceux qui, comme la Jordanie, liés à l'impérialisme acceptent le nouveau rapport des forces, ou ceux que le coup qui leur a été porté force à accepter le fait accompli.

Israël est vainqueur, par son intermédiaire c'est l'impérialisme U.S. qui triomphe. Dans les règlements diplomatiques tels qu'ils sont engagés ce n'est pas l'habileté des diplomates arabes ou soviétiques qui aura du poids, mais les décisions de l'impérialisme U.S. Israël ne se pliera qu'à ses ordres et non aux recommandations d'autres puissances, ou à la pression morale de résolutions de l'O.N.U.

Mais la Pax Américana si jamais elle intervient ne résoudra pas les problèmes de cette région explosive du monde. Les Israéliens, l'arme en bandoulière, seront toujours en butte au terrorisme de ceux qui n'acceptent pas l'occupation. Quant aux U.S.A., leur soutien à Israël est circonstantiel. Il leur faut des agents au Moyen-Orient, mais des pays arabes bien dociles pourraient faire l'affaire. La survie d'Israël dans ces conditions ne serait pas garantie.

La seule solution pour le Moyen-Orient déchiré par les haines nationales attisées par l'impérialisme passe par la destruction de la domination impérialiste et la prise du pouvoir dans ces pays par les masses exploitées créant les conditions de l'établissement d'une Fédération Socialiste dans laquelle les Juifs et les Arabes collaboreraient fraternellement.

Sylvie GRENET

Victimes de la coexistence pacifique

AU Chili, la grève générale du 23/11 décidée par la C.U.T. (Confédération Unique des Travailleurs) s'est terminée tragiquement.

A Santiago, la troupe a tiré sur les manifestants ; on compte 5 morts et 66 blessés.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que : « l'autorité du gouvernement et sa base démocratique sont sorties renforcées » de l'épreuve.

Le 24 novembre le président Eduardo Frei ordonnait l'arrestation des dirigeants de tous les syndicats ayant participé à la grève de la veille.

Pendant ce temps à des milliers de kilomètres de là, en Inde, la police ouvrait le feu à Calcutta contre des manifestants qui protestaient contre la déposition du gouvernement de Front Uni du Bengale Occidental. On compte au moins 4 morts et des centaines de blessés, 750 personnes ont été arrêtées.

A Calcutta, les travailleurs étaient depuis 2 jours en grève générale.

Et ces événements qui ont en commun la répression féroce d'une bourgeoisie affolée sont l'illustration de la lutte des classes à son point culminant, mais que veulent méconnaître les chantres de la coexistence pacifique.

Car que ce soit en Amérique latine, en Inde ou ailleurs les Partis communistes n'offrent à la classe ouvrière que des voies pacifiques pour lutter contre la bourgeoisie.

Que ce soit au Brésil contre ia dictature, au Chili contre les démocrates chrétiens du gouvernement Eduardo Frei, les P.C. n'ont à la bouche que les mots de « prudence », « Union la plus large... y compris les couches bourgeoises anti-impérialistes », « voies parlementaires » etc...

Mais si cela peut suffire dans le cadre de la légalité bourgeoise, à créer l'illusion d'une lutte dès que surgit une crise, tant soit peu révolutionnaire, la bourgeoisie ne tolère plus les « gouvernements de gauche » le Parti du congrès vient de le montrer en Inde.

Les ouvriers et les étudiants de Calcutta qui avaient décrété la grève générale, se sont vus intimer l'ordre par leur dirigeants de cesser leur mouvement... ou nom de la coexistence pacifique sans doute.

En Amérique latine, alors que la police tirait sur les ouvriers, les P.C. du Chili, du Brésil, du Venezuela ou de Bolivie condamnent les « aventuristes de la lutte armée », mettent au pilori les guérillas et veulent maintenir les travailleurs dans le cadre d'une lutte légale et parlementaire. Et lorsque la bourgeoisie assassine, on enterre ses morts on les pleure... et on demande aux travailleurs de bien voter aux prochaines élections.

Il n'est pas possible de convaincre les dirigeants staliniens capables de résister à l'armement de la tragédie vietnamienne que la politique de coexistence pacifique est criminelle et livre la classe ouvrière à la barbarie de l'impérialisme.

Aussi est-il nécessaire de construire des partis et une internationale révolutionnaires susceptibles de concrétiser la révolte de millions d'exploités de par le monde, autrement que par des bulletins de vote.

Car jusqu'à présent ce ne sont pas les travailleurs qui ont failli mais bien ceux qui prétendent être leurs dirigeants.

C. O.

De semaines revendicatives en journées d'action, les centrales syndicales lanternent les travailleurs

JAMAIS peut-être, depuis des mois, le rôle désorganisateur des grandes centrales syndicales n'a été aussi manifeste qu'en cet automne. Mouvements décommandés au dernier moment, préavis de grève déposé pour « protéger légalement les grévistes » tout en appelant chacun à faire ce qu'il lui plait dans son coin, tout est fait pour décourager les travailleurs.

Certes, on nous annonce une nouvelle «journée nationale d'action» pour le 13 décembre. Mais de quoi sera-t-elle suivie ? Car de telles journées sont maintenant devenues traditionnelles. Après avoir multiplié, sans résultats notables évidemment, les mouvements partiels et catégoriels pendant deux, trois, ou six mois, la C.G.T. et la C.F.D.T. organisent périodiquement de telles journées, marquées par des « débrayages » de durée variée suivant les entreprises, et, à Paris, par ce qu'il devient de plus en plus difficile d'appeler une manifestation, de la Bastille à la République, tant l'aspect folklorique y est cultivé par les responsables syndicaux.

La dernière de ces journées date du 17 mai. Les Etats majors des centrales organisatrices la présentèrent, ainsi qu'ils l'avaient fait pour ses devancières, comme un grand succès. Elle devait, à les en croire, être le point de départ de luttes de plus grandes envergures. Mais 6 mois ont passé, et le train d'ordonnances gouvernementales, sans autre réaction à l'échelle nationale.

Il n'y a guère que les petits bourgeois de « l'Express, » ou du « Nouvel Observateur » pour croire à la volonté de lutte des centrales syndicales (les bourgeois, eux, se contentent de faire semblant d'y croire !). Et si « l'Express » du 20 novembre titrait : « La C.G.T. accepte l'épreuve de force », le seul argument destiné à étayer cette thèse, c'est que Massabiaux, « patron » (le terme est de « l'Express ») C.G.T. des cheminots aurait passé 2 000 coups de téléphone en 24 heures aux 900 syndicats de la Fédération. Une communication toutes les 43 secondes, c'est effectivement, pour qui connait l'encombrement du réseau, sinon une épreuve, du moins un tour de force... mais qui est sans doute à mettre à l'actif du reporter.

En fait, la tactique syndicale est quant au fond, toujours la même. Les appareils, liés à l'Etat bourgeois, vivent essentiellement des subsides directs ou indirectes de celui-ci ; ils en sont les dévoués serviteurs, et ne souhaitent rien moins que des mouvements de lutte revendicative de grande ampleur. Mais les miettes que l'Etat bourgeois abandonnent aux bureaucraties syndicales traitres ne sont pas le résultat de gestes de solidarité désintéressés. La bourgeoisie n'est prête à les entretenir qu'aussi longtemps que celles-ci lui sont utiles. Et chacune à leur manière, les grandes centrales syndicales tiennent à faire la démonstration de cette utilité, d'une part en s'opposant au développement de tout mouvement important, et d'autre part en maintenant tout de même en permanence une agitation superficielle destinée à mettre leur rôle de frein des luttes ouvrières en valeur aux yeux de la bourgeoisie.

L'évolution du vocabulaire syndicaliste est à cet égard significatif. On ne parle plus de «grève», mais de « débrayage », au maximum « d'arrêt de travail », et celui-ci, ne serait être « général », mais tout au plus « national ». Et si les « débrayages » sont monnaie courante, les grèves dignes de ce nom sont devenues quasi inexistantes. En province, où le poids des appareils syndicaux se fait moins directement sentir, des luttes importantes, telles que la grève des mineurs en 1963, celle de Peugeot en 1965, celles de Rhodiacéta et des chantiers de l'Atlantique cette année, pour ne pas remonter plus loin, montrent que la combattivité ouvrière, quant à elle, est intacte ; mais on chercherait vainement, dans la région parisienne, qui représente pourtant la plus importante concentration industrielle française, et de loin, un seul exemple de luttes de cette envergure depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.

Le rêve des bureaucrates, ce serait une classe ouvrière prête à passer à « l'action », c'est-à-dire à pétitionner, manifester, ou «débrayer» un quart d'heure, une heure ou 24 heures, suivant les nécessités tactiques du moment, en obéissant au doigt et à l'œil aux consignes syndicales, et à reprendre le travail le moment venu aussi docilement.

Mais la classe ouvrière, même privée de toute véritable organisation de lutte de classe à l'échelle nationale, est loin d'être aussi invertébrée que les bureaucrates syndicaux le souhaiteraient. La politique des grandes centrales ne va pas sans heurts. Et à l'heure actuelle les travailleurs, après les vagues de hausse en tout genre lancées par le gouvernement, ressentent particulièrement, sinon la trahison, du moins l'incapacité de ceux qui se prétendent leurs dirigeants. En critiquant ceux-ci, les militants révolutionnaires rencontrent un écho certain.

Les organisations révolutionnaires sont certes numériquement faibles. Mais c'est justement en intervenant à chaque fois que cela est possible dans les luttes revendicatives, aussi bien dans les conflits qui dressent les travailleurs contre le patron, que dans ceux qui les opposent aux bureaucraties syndicales, qu'elles peuvent gagner à elles la sympathie des travailleurs combattifs, organisés ou pas, qu'elles peuvent œuvrer au rassemblement d'une véritable avant-garde, capable de mener demain la classe ouvrière à la victoire.

C. JUNG.

CHEMINOTS :

Une grève déroutante ...déroutée

Nous ne sommes certes pas aussi optimistes que Charles Massabieaux, secrétaire général de la Fédération des cheminots C.G.T., qui écrit, textuellement dans La Tribune des Cheminots **du 20 novembre (n° 389) :** « Les cheminots viennent de faire dans leur ensemble une puissante prève. »

L'abstention — et même quelquefois l'opposition — des autres Fédérations, les menaces directoriales, et surtout les changements de mots d'ordre de la C.G.T. et la « tactique mouvante » définie heure après heure par le bureau fédéral suffisait à l'empêcher. Il est sans doute vrai cependant que certains secteurs ont suivi assez largement les mots d'ordre C. G.T.

LA LOI DU 31 JUILLET 1963

Que dire de la tactique proposée, cette fois, par la Fédération C.G.T. ? Il est certain que les dirigeants cégétistes aient voulu relancer dans cette corporation le système des grèves tournantes. A la S.N.C.F., la chose y est facilitée par le fait de la diversité des postes, des métiers, des lieux d'implantation de l'entreprise : le contact direct entre groupes importants de cheminots est difficile et c'est la fédération nationale qui sert de lien entre le cheminot de Lille et celui de Toulouse.

Mais la réglementation du droit de grève dans les Services publics pose un certain nombre de problèmes en ce qui concerne la tactique à employer.

Elle impose des arrêts de travail à décompter par journée entière et qui doivent avoir lieu collectivement aux mêmes dates et pendant le même laps de temps.

Cependant, s'il s'agit de revendications spécifiquement catégorielles ou strictement locales, il est admis, tacitement, que les arrêts de travail peuvent être catégoriels ou locaux, à condition toutefois qu'ils respectent l'unité de temps (24 heures minimum). Dans tous les cas il y a lieu de déposer un préavis de cinq jours.

Il est impensable que la C.G.T. ait ignoré ou même oublié cette loi du 31 juillet 1963 que la Direction générale sous la signature de M. Guibert a rappelé par note largement diffusée. Il est même plus que probable que la réaction de la Direction avait été envisagée comme une éventualité possible, quasi certaine, et la fédération préparé « la position de repli. »

CREER UN PRECEDENT

Mais la direction syndicale cégétiste a essayé, en agissant ainsi, de créer un précédent.

Jusqu'à maintenant il avait été admis par la S.N.C.F. d'accepter un préavis portant sur 36 ou 48 heures pendant lesquelles chaque agent ne faisait grève que durant un seul poste (24 heures). C'était en contradiction avec la loi, mais la S.N.C.F. fermait les yeux et l'admettait parce que ça ne la gênait pas beaucoup, le gros des grévistes étant concentré, en réalité, sur une période ne dépassant pas 30 à 32 heures (à cause des roulements).

En étendant la période couverte par le préavis de grève à cinq jours et pensant faire effectuer, pendant cette période, des débrayages successifs plus ou moins longs, la C.G. T. tentait ainsi de créer un précédent que « légaliserait », dans les faits, cette nouvelle méthode. Par la suite il aurait été plus difficile à la S.N. C.F. de s'opposer à des mouvements tournants s'étendant sur des périodes de plus en plus longues, couverts par un préavis général. Le but de la loi se trouverait ainsi sans effet.

La S.N.C.F. a flairé le piège et mesuré les conséquences ultérieures si elle ne réagissait pas immédiatement. Aussi a-t-elle brandit le texte de cette loi antigrève qu'elle n'avait encore jamais mis en application, pour étouffer dans l'œuf cette nouvelle forme de velléité syndicale.

Les syndicats ont toujours justifié la grève tournante comme la forme de lutte la plus économique pour les travailleurs. Ce pourrait être vrai... abstraitement. C'est aussi celle qui prête le plus le flanc à la contre-attaque patronale. Les cheminots viennent d'en avoir la preuve une fois de plus.

La Fédération C.G.T. n'avait plus alors le choix de reculer ou d'appeler les cheminots à une lutte plus importante. Celle-ci n'a jamais été dans les intentions de la Fédération. Elle n'avait d'ailleurs rien fait pour préparer les cheminots à cette éventualité. Elle a donc choisi de reculer... pour mieux préparer l'attaque, dit-elle. En attendant, une fois de plus, les travailleurs du rail auront débrayé une ou deux fois sans résultat.

L.L.

Après le congrès d'Issy-les-Moulineaux

Une C.F.D.T. maintenue

LE congrès de la CFDT s'est terminé sans surprise. Point de rupture spectaculaire avec la CGT, comme pouvait le laisser penser, ces jours derniers, l'attitude des fédérations cheminot et EGF cédétistes. Point non plus de révision des perspectives réformistes et technocratiques qui présidèrent à sa fondation.

Et si, dans son discours de clôture, son secrétaire général, Eugène Descamps, a invité les militants à préparer une doctrine plus claire de la confédération, pour le prochain congrès qui se tiendra en... 1970, dès à présent, nous pouvons dire que comme son ancêtre la CFTC, la CFDT est maintenue.

Elle maintient, avant toute chose, sa candidature à la gestion de la société capitaliste, et le réaffirme sans ambage : « les intérêts d'ordre économique et social joueront de plus en plus un rôle politique, la construction d'une économie selon la planification démocratique est conditionnée par l'arrivée et le maintien au pouvoir de forces politiques ayant les mêmes principes », déclare Descamps dans son discours de clôture.

Mais pour assumer ce rôle, la CFDT doit remplir quelques conditions. En premier lieu, devenir l'un, sinon le seul, des interlocuteurs « valables » du mouvement syndical ; afin de pouvoir, d'une part, imposer sa participation à ses futurs partenaires politiques, afin, surtout, de leur apporter la garantie qu'elle peut, comme la CGT, elle aussi contrôler les mouvements de la classe ouvrière.

C'est cette perspective qui détermine l'attitude actuelle de la CFDT. C'est elle qui justifie les nombreuses portes laissées entrouvertes par le congrès d'Issy-les-Moulineaux. Face à la CGT, on maintient un accord qui « est tactique, il ne peut être question d'unite organique » (E. Descamps). On insiste sur la nécessité de préserver la personnalité de la CFDT. Car s'il faut garantir les militants contre la contagion de la centrale majoritaire, il n'est pas possible, dans les circonstances actuelles, de rompre avec elle sans se retrouver très rapidement dans la situation stérilisée qui est celle de la confédération F.O. A moins, bien entendu, d'offrir une perspective révolutionnaire, mais cela, la CFDT ne le veut pas.

Face à ses éventuels partenaires politiques, la même prudence est de mise ; car il n'est pas utile, ni nécessaire, pour l'instant de compromettre le dynamisme de la base militante, en transformant leur confédération en appendice d'une fédération de la gauche qui ne vit que de l'hypothique et lointain espoir d'une victoire électorale. D'autant que les ambitions des dirigeants cédétistes sont plus vastes. Ils se satisfont mal de devenir la masse de manœuvre d'une formation politique quelle qu'elle soit. De plus, prudents, ils se refusent de jouer, longtemps à l'avance, un cheval qui n'est pas sûr d'arriver.

Mais ces savants calculs ne tiennent pas compte de l'attitude d'un patronat et d'un gouvernement qui n'ont, pour l'instant, aucunement le désir d'utiliser les services de ces bienveillants « planificateurs démocratiques », d'un patronat qui n'est pas prêt non plus, en admettant qu'il en ait les moyens, de faire les frais d'une aussi coûteuse opération.

Ils ne tiennent pas compte surtout, de la combativité de la classe ouvrière qui peut en un tourne-main balayer cet illusoire édifice.

J.-P. VIAL.

LES ÉTUDIANTS AVEC NOUS

« L'union de l'humanité souffrante qui pense et de l'humanité pensante qui souffre ». Karl Marx

DEPUIS la fin de la guerre d'Algérie, le Quartier Latin n'avait jamais vu tant d'étudiants en colère rassemblés. Des raisons de se fâcher, ils n'en manquaient pas : manque de crédits, de professeurs, restaurants universitaires, sélection de plus en plus stricte, assiduité obligatoire aux travaux pratiques (ce qui frappe durement les étudiants qui travaillent : plus de 50 % d'entre eux). Pourtant à la fin de la manifestation qui regroupa de 3.000 à 5.000 participants et dont les slogans (« Non aux ordonnances », « des profs, pas des flics », « des amphis, pas de canons », etc.) semblaient dénoter une volonté sérieuse de lutte, nombreux sont ceux qui sont rentrés chez eux démoralisés et avec un sentiment d'impuissance. En effet, que peuvent quelques milliers d'étudiants contre l'appareil répressif de la bourgeoisie ?

Cela l'immense majorité de ceux qui étaient là s'en rend compte, comme elle est confusément consciente de l'impossibilité de construire une université démocratique dans le cadre de l'Etat bourgeois. Des slogans tels que « Vivent les travailleurs du Mans ! » « Les travailleurs avec nous ! », bien que peu repris sont, à cet égard, significatifs.

Il n'y a pas de miracle. En tant que telles, les revendications étudiantes n'ont aucune chance d'aboutir parce qu'elles s'attaquent à un plan concerté de l'Etat qui n'est pas prêt de céder devant quelques « excités » du Quartier Latin. Mais de plus, posées comme des objectifs de lutte, elles détournent les étudiants les plus conscients de la véritable luute à mener.

La véritable lutte est à mener ailleurs : dans les usines, là où se trouve la seule classe révolutionnaire le prolétariat, la seule classe qui puisse par son action paralyser la machine économique et répressive de la bourgeoisie et de son Etat.

Pour organiser l'avant-garde ouvrière, pour redonner confiance aux travailleurs, leur ouvrir des perspectives socialistes, il faut que les meilleurs éléments de la jeunesse universitaire, rompant avec leur milieu social se mettent au service des travailleurs et du socialisme. En tant qu'intellectuels, ils ont là un véritable rôle à jouer. En tant que socialistes, c'est le seul possible.

Mais cela, aucune des tendances de l'U.N.E.F., quelque phraséologie dont elle se pare, ne veut le faire. Ni l'U.E.C. (Union des Etudiants Communistes) appliquant fidèlement la politique du P.C.F. qui sépare les intellecuels des travailleurs. Ni même les organisations d'extrême-gauche telles que le C.L.E.R. (Comité de liaison des Etudiants Révolutionnaires) ou les J.C.R. (Jeunesses Communistes Révolutionnaires) qui, sur ce plan, restent à un niveau tout à fait verbal.

Pourtant un petit épisode de la manifestation montre que cette liaison est possible : vers la fin, alors que l'enthousiasme était moribond et que les slogans étaient de moins en moins repris, le cortège a croisé un groupe de travailleurs. Ces derniers ont levé le poing et ce ne fut alors qu'un cri unanime : « Les travailleurs avec nous ! »

Les étudiants doivent tirer les conclusions de leur isolement et de l'impasse où ils se trouvent. Le mythe du « militant étudiant » ne tient pas en face de la réalité de la société capitaliste. Il y a une seule solution à la crise générale de la société : un parti ouvrier révolutionnaire. Ce parti se construira dans les usines et non dans les facultés. Les étudiants y ont leur place à la condition qu'ils se mettent au service de la classe ouvrière. Ils pourront avoir une présence politique à l'Université, mais ce sera en tant que militants d'une organisation ouvrière.

Il faut gagner les étudiants à la cause ouvrière à travers la propagande socialiste et non à travers leurs intérêts spécifiques. C'est le seul moyen de les transformer en militants révolutionnaires. Et il est incomparablement plus enthousiasmant pour un étudiant de rompre avec sa classe et de se dévouer à la lutte pour le socialisme que se battre pour des revendications corporatistes dans les cercles fermés de l'Université.

Hors de cette voie, ce qui attend les étudiants, c'est l'agitation bruyante et stérile en dehors de la vie réelle de la société. Et au bout du compte, le découragement et l'intégration à cette société qu'ils combattent si fermement... en paroles.

Jean ROCADE

FAIRE RECULER LE CHOMAGE C'EST FAIRE RECULER L'EXPLOITATION CAPITALISTE

DEPUIS près d'un an, le ralentissement du taux de croissance économique existant en France, entraîne pour les pays du Marché Commun — France, Allemagne (R.F.A.), Belgique, Italie, Pays-Bas et Angleterre — une augmentation du sous-emploi qui fait prévoir pour le printemps 68 près de trois millions de chômeurs pour l'ensemble des cent millions de travailleurs de ces pays. (Plus de 700.000 en R.F.A. et Italie, 800.000 en Angleterre. Pour la France, c'est 400.000 chômeurs qui sont ainsi annoncés).

Actuellement, en France, les statistiques officielles du Marché du Travail donnent au 1er octobre 67 :

— 406.100 personnes cherchant un emploi.

— 193.394 demandes non satisfaites.

— 75.890 chômeurs percevant les allocations des ASSEDIC.

— 51.170 chômeurs percevant l'allocation de la mairie.

Si le chômage ne prend pas en France de proportions inquiétantes comme en Angleterre, il est néanmoins suffisant maintenant pour que l'opinion ouvrière s'inquiète et qu'autour de soi on connaisse des cas de chômage.

De plus, certaines régions du pays sont particulièrement affectées. Sans compter les traditionnelles contrées sous-développées du Sud-Ouest du Midi, du Centre, de la Bretagne qui connaissent la « montée » sur Paris pour trouver du travail, les régions comme la Meurthe-et-Moselle, la Loire connaissent depuis ces dernières années les suppressions d'emplois dues aux reconversions et fusions des entreprises et constituent des zones de chômage.

POURRA-T-ON SUPPRIMER LE CHOMAGE ?

Depuis le produire d'abord, revendiquer ensuite, la France connaissait le régime du plein emploi et même celui de la « surchauffe » qui faisait que les salaires des ouvriers augmentaient du simple fait du manque de main-dœuvre. Gouvernement et grandes entreprises essayaient de freiner cette tendance et reprochaient aux petites entreprises d'augmenter les salaires. Mais pour avoir de la main-d'œuvre qui lui permette de réaliser de substantiels bénéfices, chaque patron individuellement était prêt à offrir un meilleur prix pour une marchandise qui était rare. Aussi, un salarié avait-il des chances d'augmenter sa paye en changeant d'employeurs, et lorsqu'il cherchait une place il avait toujours le choix entre deux ou trois possibilités. Aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Pour limiter cette « surchauffe », le gouvernement a mené une politique d'immigration intense, essayant d'attirer le maximum de main-d'œuvre des pays voisins où sévit le chômage et en rabattant la main-d'œuvre africaine à qui l'on promettait les richesses de la métropole... L'expansion économique de ces dernières années fit que l'économie absorba largement cette main-d'œuvre ainsi que celle constituée par les rapatriés d'Algérie et les jeunes du contingent libérés par la fin de la guerre d'Algérie. Et ce n'est que le ralentissement du taux d'expansion de l'économie européenne qui se fait sentir actuellement qui entraîne l'apparition d'un certain chômage.

Le patronat français va ainsi disposer d'une main-d'œuvre plus souple. L'« armée de réserve » que constituent les chômeurs représente pour lui un volant de sécurité en matériel humain où il peut puiser en fonction des à-coups de la production. C'est également un moyen important de faire pression sur la main-d'œuvre qui est aux machines et qui aura moins de possibilité sur le marché du travail pour se vendre cher.

L'existence des chômeurs est pour la bourgeoisie un élément nécessaire, indispensable au bon fonctionnement de son économie, élément qu'elle s'ingénie à créer lorsqu'il manque. C'est pourquoi le chômage ne disparaîtra qu'avec le régime capitaliste lui-même, c'est pourquoi dans le cadre de la production capitaliste, face aux à-coups de cette production, le problème pour la classe ouvrière est celui de savoir, « qui fera les frais de ces à-coups » ?

FAIRE PAYER LE PATRONAT

Dans le marché qui lie patronat et classe ouvrière, les conditions de cette dernière dépendent de ce qu'elle est capable d'imposer en tant que classe aux patrons qui l'exploitent. Si elle n'est pas organisée, c'est elle qui paiera les frais du processus de production capitaliste et qui connaîtra les bas salaires et les heures supplémentaires pour les uns et la condition de parias végétant d'« allocations » pour les autres.

Si elle est organisée, elle pourra préserver son unité économique et imposer que, récession ou pas, ses membres restent groupés dans la production : qu'indépendamment des aléas de la production d'une entreprise ils perçoivent leurs salaires, qu'ils restent dans leurs entreprises ; que les patrons aillent faire la queue auprès du gouvernement ou des banques pour obtenir des allocations s'ils le veulent.

Ceci une classe ouvrière organisée peut l'imposer.

A l'heure actuelle, la classe ouvrière française est désorganisée par les vieilles Centrales syndicales qui organisent savamment cette désorganisation et les travailleurs confrontés avec les risques du chômage sont assez désemparés.

Les licenciements affectent les travailleurs en des points dispersés et ceux-ci se retrouvent à manifester sur une autoroute ou à aller en délégation à la Préfecture ou à suivre les Centrales syndicales dans leurs mots d'ordre de débrayages sans lendemain.

La lutte contre les licenciements est une lutte sévère qui n'admet pas de compromis. Face à un patron qui veut licencier, la seule façon de l'en empêcher est l'arrêt total du travail, de la totalité du personnel et cela jusqu'à satisfaction pour imposer : L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL, c'est-à-dire la répartition du travail entre tous ET LA GARANTIE DU SALAIRE QUELLES QUE SOIENT LES DIMINUTIONS D'HORAIRES.

Ceci n'est pas plus difficile à imposer que les 40 heures et les congés payés en 36. Mais il est certain que c'est une lutte de la même ampleur qui pourrait l'imposer. Pour cela il faut que la classe ouvrière ait conscience de l'importance de ce problème qui préserve sa cohésion.

***

Pour désamorcer les remous provoqués spontanément par la menace du chômage, le gouvernement a pris des mesures afin de faire accepter la condition de chômeur.

Dans une des fameuses Ordonnances consacrées à l'emploi, il y prévoit d'améliorer les Allocations de chomage existantes

— faisant de l'allocation municipale une allocation d'Etat pour laquelle on supprime les conditions de ressources pour les trois premiers mois ;

— les Assedic sont étendues à l'ensemble des salariés à partir du 1er janvier 68.

Le gouvernement craint la colère des travailleurs. En l'absence de Centrales ouvrières dignes de ce nom, il peut utiliser des paliatifs qui permettent à l'industrie capitaliste de « faire des affaires » dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire avec une armée de réserve amadouée.

Mais de toutes façons si le chômage s'accroit, les caisses de l'Etat et des ASSEDIC seront incapables d'y faire face et tout le bel édifice des Allocations s'écroulera, reposant en termes plus aigus le problème de « Qui fera les frais » d'une production anarchique incapable d'organiser et de mettre les ordinateurs et les machines au service de ceux qui les construisent.

F.M.

LICENCIEMENTS A LA C.A.F.L.

La CAFL St-Chamond vient d'annoncer le prochain licenciement d'une partie de son personnel baptisé par elle « improductif ». 1/4 des improductifs, soit 250 ouvriers, seront touchés par cette mesure. Pour l'instant 16 ingénieurs, 97 mensuels, 94 horaires sont déjà sur une liste établie. Ils doivent se tenir à la disposition du personnel, tout en se cherchant du travail ailleurs.

POURQUOI CES MESURES ?

La CAFL, Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire est spécialisée dans les Aciers spéciaux, et, depuis plus d'un an, ont lieu des regroupements chez les producteurs français d'Aciers spéciaux, regroupements subventionnés par les pouvoirs publics, au nom de la compétitivité face au marché européen.

C'est ainsi que des Accords on eu lieu l'an dernier entre la CAFL et la SFAC (entreprise se trouvant au Creusot). Une fusion avait même été envisagée mais elle n'avait pu entièrement être conclue en particulier à cause de l'usine de St-Chamond, plus spécialisée dans la petite et grosse mécanique et dont la production entrait en concurrence avec celle de la SFAC.

Il avait alors été question de revendre St-Chamond à d'autres entreprises ; en particulier à Five-Lille, mais elle n'avait pas trouvé d'acquéreur, n'étant pas jugée assez « rentable ». Malgré cela, des Accords avaient été conclus entre la CAFL et Schneider en ce qui concerne les Aciers Spéciaux.

Mais restait à « mettre de l'ordre — notamment à St-Chamond — ». Telle est la tâche que la CAFL poursuit depuis plus d'un an.

MESURES DE RATIONALISATION ?

Les mesures trouvées par la CAFL pour rendre son usine de St-Chamond « rentable » et lui faire augmenter sa production sont classiques :

— licenciement du personnel,

— réduction d'horaire avec baisse de salaire,

— et... augmentation de la productivité.

En un an sur 3.600 ouvriers la CAFL a déjà l'an dernier progressivement éliminé 620 ouvriers à St-Chamond. Il y eut 204 départs volontaires, (161 horaires, 36 mensuels, 7 ingénieurs), 220 mises à la retraite, 98 jeunes partis faire leur service militaire, 39 ouvriers arrêtés en longue maladie, 17 décédés, et 6 mutés dans d'autres usines de la société, 35 seulement furent officiellement licenciés.

Au total, 449 horaires, 159 mensuels, et 12 ingénieurs, soit 620 personnes ont quitté l'usine. Par ailleurs la CAFL a embauché beaucoup moins d'ouvriers que les années précédentes : entre les militaires démobilisés et l'embauche normale, 210 ouvriers sont entrés dans l'usine. C'est à dire qu'en tout, progressivement et sans mal, 410 postes ont été supprimés.

Chaque fois qu'un ouvrier était licencié, tout son chantier débrayait quelques heures ou une demi-journée, pour montrer sa désapprobation, mais, les licenciements ont été assez étalés dans le temps pour que la direction n'ait pas à craindre de réactions trop violentes ;

NOUVELLES MESURES PREVUES

C'est donc sur cette même lancée que la Direction de la CAFL St-Chamond, vient d'annoncer en réunion extraordinaire du Comité d'Entreprise, tout à la fois :

— le licenciement de 250 improductifs dont la liste est déjà établie ;

— la réduction des horaires de travail des autres mensuels de 48 à 45 heures par semaine,

— l'augmentation de la productivité de 5 à 10 % en outre,

— le regroupement du service d'entretien à St-Etienne,

— la disparition du secteur « Travaux Publics ».

Il serait vendu à Richier (et rien n'a encore été précisé sur le sort de ceux qui y travaillent),

— La vente de l'usine de la Peronière à Richier (l'usine fabriquait des locomotives et la SNCF aurait déjà arrêté ses commandes).

Telles sont les mesures envisagées par la direction d'ici la fin de l'année. Elle compte ainsi baisser le prix de revient de ses marchandises de 10 % et obtenir, grâce à cette baisse de prix, une augmentation de commande de 25 %. A un délégué du Comité d'entreprise qui lui demandait si ces mesures remettraient l'usine sur pied, elle répondit qu'il ne s'agissait là que de premières mesures, et que si elles se révélaient insuffisantes d'autres mesures du même ordre suivraient.

Pour l'instant, la direction tâte le terrain, évalue la combativité des ouvriers. Pour éviter des réactions trop violentes à l'annonce des licenciements elle a promis de reclasser le personnel disponible soit :

— à l'intérieur même de l'usine en le rendant « productif », ainsi a-t-elle proposé à certains des stages en FPA.

— soit, pour les techniciens, dans d'autres usines de la CAFL,

— soit, dans d'autres entreprises nécessitant du personnel. Ainsi, elle a proposé à un chef d'équipe ayant trente ans d'ancienneté, un poste dans une autre usine où il serait embauché à 600 F par mois alors qu'à la CAFL il gagnait 1400 F par mois. Celui-ci a évidemment refusé.

REACTIONS OUVRIERES

Quelles sont les réactions des ouvriers face aux menaces qui pèsent sur eux ?

Jusqu'à présent les syndicats ont organisé trois débrayages les 12 octobre, 27 octobre et 2 novembre, en fin de matinée de 10 h. à 11 h. et demi. Ils ont été tous trois assez suivis. La participation aux mouvements était de l'ordre de 80 %. Ce sont surtout les mensuels, pourtant les plus touchés, qui n'ont pas débrayé.

Le 27 octobre, le débrayage a été suivi d'une manifestation en ville, avec distribution de tracts à la population. 300 personnes suivaient la manifestation, aucun mot d'ordre n'était lancé ? C'était une manifestation silencieuse mais imposante par le calme et la détermination qu'on lisait chez les ouvriers.

Le 2 novembre, il y a eu une prise de parole dans la cour de l'usine, à l'issue de laquelle une lettre, mentionnant les revendications des ouvriers a été portée en délégation à la direction. A ce moment là, certains ouvriers ont aussi voulu aller en délégation. Ils sont montés dans les bureaux, et pour exprimer leur désapprobation, ils ne sont pas venus avec une lettre à la main mais avec des boulons qu'ils ont lancés à travers les vitres. Les employés des bureaux qui n'avaient pas fait grève, prenaient peur au fur et à mesure que la tension montait. Des discussions assez violentes ont d'ailleurs eu lieu entre ceux qui débrayaient et ceux qui ne débrayaient pas. Plus bas dans l'usine, vers les bureaux près de la chaudronneries, des pavés ont aussi été lancés. Dans ces bureaux travaillaient le personnel affecté à la réorganisation des temps. L'un d'eux a été effleuré. Il y aurait eu en tout, d'après la direction pour 1 million de dégâts. Il y avait trois cars de CRS qui se trouvaient à ce moment-là au commissariat près de l'usine, prêts à intervenir.

Les délégués sont évidemment sortis en tout hâte des bureaux pour calmer les esprits.

CLIMAT, DANS L'USINE

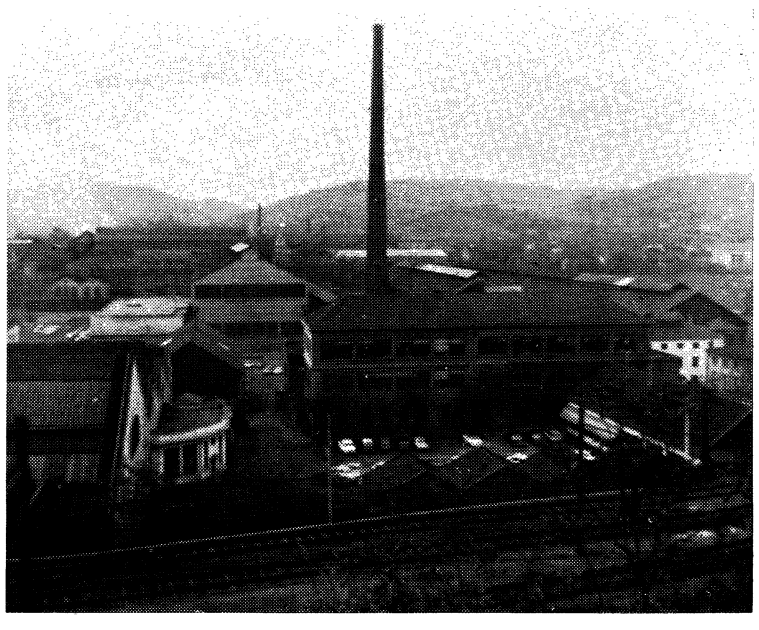
L'après-midi, le travail a repris normalement dans l'usine. Le climat était tel, ce jour-là, que si la direction avait lock outé, il est probable que les ouvriers auraient forcé les portails et occupé les locaux. Certains parlaient de faire comme à Mulhouse et au Mans, et de faire une manifestation sur l'autoroute ; d'autres parlaient de faire des provisions de patates et de faire grève jusqu'à satisfaction. Certains délégués se sont entendus reprocher, parfois violemment, leur incapacité à organiser quoi que ce soit.

CLIMAT ACTUEL

Mais évidemment, aucune suite n'a été donnée à la volonté de lutte des ouvriers. Depuis, le climat s'est considérablement dégradé. La direction essaie de créer une hostilité entre les ouvriers, et dans certains chantiers elle est arrivée à ses fins. D'abord, il existe une certaine animosité entre les jeunes et certains moins jeunes qui n'ont pas du tout apprécié les méthodes employées, ensuite, entre les ouvriers et certains mensuels qui eux n'ont jamais débrayés pour les ouvriers et qui même maintenant, alors qu'ils sont les premiers touchés ne font pas grève.

Tous pensent que la direction suivra la même tactique que l'an dernier c'est-à-dire qu'elle va écœurer une bonne partie des ouvriers qui prendront ainsi leur compte, d'eux-mêmes et qu'il ne lui en restera que très peu à licencier.

J. RIVIERE



Le ministère de l'Intérieur sait qui il doit frapper

Dans un tract daté du 12 novembre le « Parti Communiste Révolutionnaire (trotskyste) » proteste contre la condamnation à deux mois de prison ferme qui vient de frapper Marie Anne ROC'HCONGAR qui fut sa candidate lors des dernières élections législatives dans la circonscription de Saint-Denis.

Voici comment ce tract rapporte les faits :

« Toute la population de St-Denis est au courant du fait que le 27 février dernier, quelques jours avant le scrutin, les camarades trotskistes qui distribuaient tracts et journaux aux Quatre-Rues, ont été violemment attaqués par des membres de l'appareil du PCF, employés de la Mairie à la tête desquels se trouvaient le suppléant communiste BERTHELOT. Tout le monde sait que la police est intervenue pour protéger les agresseurs, dont pas un ne fût arrêté, et pour emmener par contre dix camarades trotskistes dont un enfant au Commissariat en les maintenant là plusieurs heures.

Un flic a porté plainte contre la camarade ROC'HCONGAR pour coups et blessures ; ce qui est tout à fait faux. En dehors de l'autre flic qui maintenait notre camarade immobilisée, par les bras dans le car de flics aucun témoin à charge n'a pu être cité. Le flic qui a porté plainte a même déclaré devant un inspecteur de la police lors d'une enquête en présence de M.A. ROC'HCONGAR qu'il avait reçu l'ordre de l'officier de paix de porter plainte. Il est évident que cela ne pouvait venir de sa propre initiative. »

Pareille chose n'est pas pour nous surprendre, et une de nos camarades de Dijon s'est trouvée condamnée à une forte amende dans des circonstance analogues.

Lors des incidents qui se déroulèrent l'été dernier dans cette ville, devant les portes de l'usine Bourgogne-Electronique, cette camarade fut tout d'abord rouée de coups par les nervis staliniens, puis « embarquée » par la police lorsque celle-ci intervint.

Notre camarade fut (c'était encore heureux) vite relâchée.

Quinze jours après, elle fut de nouveau agressée par un commando de militants du P.C.F., aux portes de l'usine S.F.A. cette fois.

Mais lorsque nantie d'un certificat médical elle voulut aller déposer plainte au commissariat contre ses agresseurs, il se trouva, par hasard, un représentant des forces dites de la loi pour se souvenir (brusquement) qu'il avait été insulté deux semaines plus tôt par notre camarade lorsqu'il était intervenu devant Bourgogne-Electronique. Et ce fut finalement contre elle qu'une plainte fut retenue pour ce motif, plainte qui trouva sa conclusion dans une condamnation à 198 F d'amende.

N'étant pas staliniens, nous n'accusons pas ces derniers sans preuves d'être en collusion avec l'appareil policier et judiciaire de la bourgeoisie.

Mais nous ne pouvons que constater que celui-ci prend toujours, comme nous l'avons vu aussi lors des bagarres devant l'usine Berliet en juin dernier, la défense du P.C.F. contre les révolutionnaires.

Cela prouve que malgré la faiblesse numérique des organisations révolutionnaires, la bourgeoisie sait apprécier à sa juste valeur le danger que constituent les idées qu'elles représentent. C'est un hommage qui risque peut-être de nous coûter cher, mais qui ne peut que nous encourager.

Le PCF et la Révolution Russe : Jacques Duclos à la SNECMA-Kellermann

A l'occasion du 50e anniversaire de la révolution russe, la cellule communiste de la SNECMA Kellerman invitait les travailleurs de l'entreprise à venir entendre Jacques Duclos dans un exposé sur la révolution d'octobre 1917. Soixante-dix ouvriers environ, dont une majorité membres du P.C.F. étaient présents.

Le court exposé de l'orateur fut significatif de la manière dont les staliniens « interprètent » l'histoire. « L'analyse » qu'il en fit, limitée pratiquement au cadre national russe, ne tint aucun compte de la perspective internationale dans laquelle se plaçaient les bolchéviks. Au passage, l'orateur insista particulièrement sur le fait que dans ses thèses d'avril, Lénine aurait proclamé pour la première fois la théorie du passage pacifique au socialisme (sic ? ? ?).

A une question posée par un ouvrier du P.C.F. faisant état de l'existence de « groupuscules trotskistes » semant la division dans la classe ouvrière et demandant quel rôle exact avait joué Trotsky pendant la révolution, Duclos fit une réponse du même crû que son exposé.

« Trotsky le menchevik » affirma-t-il, apparut sur la scène politique après que la révolution fut faite, et s'opposa toujours à Lénine. A Brest-Litovsk, alors qu'il était chargé par Lénine de signer la paix avec l'Allemagne, Trotsky fit la forte tête et refusa de signer. Il fut alors limogé de son poste de commissaire du peuple des affaires étrangères et s'occupa désormais de l'armée rouge. »

D'après l'orateur, une de ses hérésies politiques était de considérer que le socialisme n'était pas possible dans un seul pays. Il affirma en outre que la théorie de la révolution permanente consistait à faire la révolution partout et en n'importe quelle situation, sans tenir compte de la situation concrète.

Il conclut en prétendant que si Trotsky avait pris le pouvoir après Lénine, il était évident que la révolution n'aurait pas fait long feu et que nous ne serions pas aujourd'hui à en célébrer le cinquantième anniversaire.

Un travailleur prit alors la parole pour rétablir les faits, tant ou point de vue du passage pacifique au socialisme que sur le rôle et les positions respectives de Lénine et de Trotsky.

Loin de lui répondre, Duclos se lança alors dans une attaque contre Trotsky et les «pro-chinois» : « des révolutionnaires en paroles qui ne tiennent pas compte de la situation concrète », etc... etc...

Mais les falsifications de Duclos et du P.C.F. n'empêcheront finalement pas certains travailleurs de prendre conscience de ce qu'était vraiment la révolution russe; témoins ces deux travailleurs de la SNECMA qui à la fin de la réunion, vinrent trouver l'ouvrier qui avait rétabli la vérité sur le rôle de Trotsky pour lui dire leur accord.

Malgré 40 ans de falsification, les Duclos n'arriveront pas à arracher de la conscience de tous les travailleurs le véritable sens de la révolution russe.

L'ARGENT

Le gouvernement bolivien vient de mettre aux enchères le journal de Che Guevarra et des écrits de Régis Debray composés dans les geôles du dictateur Barrientos.

On sait que les hommes au pouvoir en Bolivie, inféodés à l'impérialisme, sont les ennemis les plus acharnés de l'émancipation des masses. Partout en Bolivie, comme dans le reste de l'Amérique latine, la répression bat son plein, les combattants anti-impérialistes sont torturés, massacrés ; le procès de Régis Debray témoigne de la parodie de justice propre à ces régimes.

Mais le cynisme de ces derniers n'a pas de limite : Barrientos veut encore utiliser le scandale et l'émotion suscités par l'assassinat de Guevarra et par la condamnation inique de Debray pour en tirer profit sur le plan financier !

A Lyon, manifestations contre la guerre au Vietnam

Quand le PCF respecte l'ordre...

SUR l'initiative des organisations de gauche traditionnelles, une manifestation centrale devait avoir lieu à Lyon le 16 novembre dernier à 18 h 30, pour protester contre la guerre menée par les USA au Vietnam. Le lieu de rassemblement prévu était la place Bellecour, dans la « Presqu'île », c'est-à-dire le centre de la ville, et, suivant la tradition, il fut interdit. L'ordre avant tout ! Cependant, la manifestation était autorisée sur la rive gauche du Rhône.

Le P.C.F. et la C.G..T. s'inclinèrent immédiatement, avançant, entre autres arguments: il ne faut pas se heurter de front au pouvoir, car il y a certains aspects positifs dans la politique extérieure française. Et « pour mettre en échec (sic) l'interdiction de la manifestation dans la presqu'ile », ils appelèrent au dernier moment à se rassembler sur la rive gauche, place Gabriel-Péri.

Inutile de dire que la confusion fut grande parmi les militants et les travailleurs désireux de manifester ; il y eut donc deux manifestations groupant chacune environ 400 personnes.

Le centre était complètement quadrillé et les flics ont chargé presque tout de suite à coups de matraque les manifestants venus à l'appel du syndicat étudiant (l'AGEL), du PSU, de la CFDT, etc...

Débouchant de toutes les rues, ils encerclèrent très vite leur groupe et « embarquèrent » une centaine de personnes à la caserne de la Part-Dieu, où elles furent gardées plusieurs heures.

Pendant ce temps, tout se déroulait pacifiquement et suivant un scénario désormais classique, de l'autre côté du Rhône : discours, que personne n'écoute, service d'ordre C.G.T. invitant au calme, promenade sur les avenues jusqu'au Consulat des U.S.A., sans gêner la circulation, bien entendu, et sans mot d'ordre général. On remarquait la présence du groupe pro-chinois « Servir le Peuple ».

Des manifestants de la « Presqu'île » ayant réussi à échapper aux cordons de la police et d'autres s'étant joints en cours de route, c'est finalement 1.000 personnes qui furent invitées à se disperser dans le calme et la dignité.

Le dimanche précédent, « l'Humanité-Dimanche » écrivait : il faut une manifestation sans précédent ! Pourtant, le moment venu, le parti stalinien n'a pas hésité à diviser le nombre des manifestants pour n'avoir pas à braver l'interdiction de la Préfecture. Et ce sont les mêmes qui prétendent lutter contre le « pouvoir personnel »... sans doute en se dérobant lorsque ce pouvoir montre un peu les dents, pour ne pas avoir à affronter sa police.

Ils préfèrent, bien sûr, l'avoir à côté d'eux pour cogner sur les révolutionnaires, comme nous l'avons vu, à Lyon même, devant l'usine Berliet, en juin dernier.

A.M. DUVAL.

Le gangstérisme du P.C.F. face aux travailleurs révolutionnaires

Tract diffusé par nos camarades de l'usine Babcock à La Courneuve (Seine Saint-Denis)

Depuis un certain temps, les nervis du P.C.F. redoublent de brutalité. Voici les faits, incontestables :

— Jeudi 10 novembre, un travailleur de l'usine participait à une manifestation pour les revendications, portant une pancarte : « Il nous faut 1 franc de plus de l'heure. » Il fut brutalement frappé par un membre du P.C.F.

— Plus récemment, mercredi 15 novembre, ce même travailleur a eu le malheur d'exprimer une opinion différente de celle des bonzes de la C.G.T. à une réunion de TY. Il a été agressé, DANS L'USINE. Il a fallu que des travailleurs, indignés, dégagent ce camarade et expriment sans équivoque leur désaccord devant cette agression pour que les choses ne prennent pas une tournure plus grave.

— Vendredi dernier, 17 novembre, une quête était organisée pour les camarades de la mécanique, victimes du lock-out patronal.

Un travailleur, sympathisant de notre bulletin, versa 1,50 F dans le drapeau. Un dénommé TONKOVIC, parce qu'il était en désaccord avec cet ouvrier, prit l'argent du drapeau et le jeta dans la rue. C'est un voleur qui se sert de l'argent des lock-outés comme du sien. De quel droit ?

TRAVAILLEURS DE BABCOCK, IL FAUT EN FINIR AVEC CES METHODES.

L'usine n'est pas le domaine réservé des émules de Staline qui prétendent imposer à coups de poing leurs conceptions politiques et syndicales. Tout ouvrier doit avoir la possibilité de s'exprimer librement dans la C.G.T. ou hors du syndicat.

CAMARADES, vous devez clairement exprimer votre désaccord devant ces méthodes de gansters.

Demandez des explications à vos délégués, aux membres du P.C.F. que vous connaissez.

Avons-nous élu des délégués pour qu'ils cassent la figure aux ouvriers qui osent faire connaître leur opinion ?

Les seules positions politiques admises dans l'usine sont-elles celles du P.C.F. ?

Si ceux qui recourent à la violence physique pensent nous intimider, ou démoraliser les travailleurs qui soutiennent notre bulletin, ils se trompent lourdement. VOIX OUVRIERE, tous les quinze jours, ne dit que la vérité. Chaque travailleur peut le vérifier. Et nous continuerons, avec l'appui des ouvriers de dénoncer les abus du patron et, quand cela sera nécessaire, les compromissions de ceux qui se prétendent nos dirigeants.

Lettre ouverte d'un de nos camarades d'Aubervilliers à SIVY, Secrétaire du Comité de la Ville d'Aubervilliers du P.C.F.

Je tiens à informer le responsable et dirigeant d'Aubervilliers des différentes organisations du Parti Communiste Français de faits très graves qui se sont produits ce dimanche 5 novembre.

Dans la nuit de samedi à dimanche, une vingtaine de membres du Parti Communiste d'Aubervilliers arrivant à bord de plusieurs voitures et armés pour certains de barres de fer et de matraques m'ont sauvagement agressé, rue Henri-Barbusse, en me frappant à coups de barres de fer.

Mon crime : je suis un ouvrier qui ose reprendre à son compte les idées du journal ouvrier communiste (trotskyste) « Voix Ouvrière », mon crime : j'osais apposer des affiches « Voix Ouvrière » sur les murs de ma localité, à Aubervilliers.

J'ai pu reconnaître avec certitude des membres connus du Parti Communiste dont vous êtes le responsable local.

Je pense que ces méthodes de censure dignes des bandes fascistes, ne peuvent inspirer que le dégoût et l'indignation à tout militant communiste qui se respecte.

Il me semble donc qu'en tant que responsable du Parti Communiste d'Aubervilliers, vous vous devez de prendre position sur de tels agissements qui engagent jusqu'à preuve du contraire la responsabilité de votre organisation.

Cela d'autant plus que depuis plusieurs semaines nos affiches sont systématiquement lacérées et recouvertes par des militants de votre Parti et qu'à de nombreuses reprises des menaces de répression physique ont été faites à d'autres militants locaux, par des membres soit du P.C.F. soit de l'U.J.C.F. d'Aubervilliers. Dans le même temps, je fais l'amère constatation que les fascistes de Tixier-Vignancourt peuvent coller impunément à Aubervilliers — ainsi le 26 octobre — et que leurs affiches peuvent demeurer intactes sur les murs pendant plus d'une semaine.

Je vous demande instamment d'intervenir en tant que secrétaire du Comité de Ville du P.C.F. pour faire cesser de tels agissements, je demande également que votre organisation fasse connaître, et me fasse connaître en premier lieu, si cette agression criminelle est une directive de votre parti, ou si elle ne l'est pas.

Si cette agression va à l'encontre de votre morale politique en tant que parti ouvrier, il est absolument nécessaire de le dire clairement, car elle a déjà provoqué un certain émoi à Aubervilliers.

Le mutisme ou le silence rendrait non seulement le Parti Communiste Français d'Aubervilliers dans son ensemble complice, mais le désignerait fatalement comme le responsable et l'instigateur de cette agression anti-ouvrière.

Nous espérons, nous militants communistes de « Voix Ouvrière », que par votre réponse claire et rapide, vous fassiez en sorte que le nom du P.C.F. ne devienne pas aux yeux de toute la population le synonyme de gangstérisme anti-ouvrier.

R.S.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 9 de la « Lutte de classe », numéro de novembre est paru

Au sommaire :

— **La guérilla et le mouvement des masses paysannes.**

— **La gauche française sous la pression nationaliste.**

— **L'étatisation et la planification sont-ils des critères de classe d'un état ?**

— **Le Vietnam ne doit pas être un alibi pour abandonner la construction du parti révolutionnaire.**

A l'Alsthom : une situation tendue

L'entreprise Alsthom de St-Ouen emploie 1.600 ouvriers répartis en deux secteurs intérieurs, l'un fabriquant les disjoncteurs destinés surtout à l'E.D.F., l'autre de gros transformateurs.

L'entreprise est célèbre dans toute la région pour les bas salaires qui y sont pratiqués. Ici, l'exploitation est féroce et le travail est dur. Glaeser grand chef du trust est un monsieur qui ne cède pas sur ses principes : on ne discute pas avec des ouvriers, surtout s'ils sont en grève.

Les salaires de base vont de 2,62 F de l'heure pour les basses classifications à 3,80 F pour les P2 avec beaucoup d'ancienneté — les P3 étant ici pratiquement inconnus. Ceci fait des salaires effectivement pratiqués de 3,40 F à 5 F, les plus bas étant les plus nombreux.

LES GREVES

Avant les vacances, une lutte de deux mois et demi s'est développée dans l'entreprise sous forme de débrayages limités, d'abord une demi-heure puis une heure par jour, qui ont abouti à créer une ambiance telle dans l'usine, que la C.G.T., seul syndicat présent dans l'usine, n'a jamais accepté, pendant les deux mois et demi qu'ont duré les débrayages, de faire débrayer ensemble les trois ateliers constituant l'usine.

Et à cette époque, les dirigeants syndicaux ont décidé d'arrêter les débrayages, alors que la participation des ouvriers n'avait fait que croître au cours du développement de la lutte, et que lors du vote plus de 70 % des ouvriers voulaient continuer les débrayages.

MAINTENANT

Mais dès la rentrée, rien n'ayant été réglé, la même situation entraine les mêmes réactions : à chaque paye tous les quinze jours, les ouvriers se demandent s'il faut ou s'il ne faut pas rouvrir les boite à outils. Il y a quinze jours, une équipe de monteurs aux disjoncteurs a décidé unanimement de reprendre les débrayages. Depuis, chaque jour, 14 camarades débrayent donc en passant dans l'atelier. Et, bien que dans certaines équipes des militants aient pris l'initiative de faire le pointage en vue d'un éventuel débrayage, et qu'il se soit dégagé une forte majorité pour l'action, le syndicat ne veut pas se décider à engager la lutte.

Mardi 21 par exemple, le syndicat avait prévu de faire débrayer les trois ateliers de l'usine pour appuyer la délégation qui allait reposer encore une fois l'éternelle question jamais résolue : les salaires.

A l'étonnement général, le mardi matin, aucun tract n'appelait au débrayage dans les ateliers, les militants de l'appareil syndical prétendant que l'atelier d'à côté n'était pas prêt et qu'on ne débrayait pas.

En fait le syndicat s'était aperçu qu'il aurait fait une grosse erreur, celle de préparer un débrayage de tous les ateliers en même temps et de parler d'un rassemblement de tous les ouvriers devant les grands bureaux.

Qu'aurait donné la présence des 1.300 ou 1.400 ouvriers devant les grands bureaux ? Voilà la question à laquelle les dirigeants du syndicat préfèrent répondre en disant que les ouvriers de l'atelier d'à côté ne sont pas prêts !

SEULS CONTRE TOUS

Néanmoins, dans l'atelier des disjoncteurs, là où l'équipe des monteurs débraye tous les jours, l'appareil syndical a eu peur. Dès le matin l'ambiance y était. Dans l'atelier les questions pleuvaient sur les représentants du syndicat qui avaient bien du mal à expliquer qu'il ne fallait pas débrayer. Aussi dans la matinée un deuxième contre-ordre arrivait : on débrayait quand même.

Mais l'atelier tout seul. A côté, les ouvriers n'étaient, paraît-il, toujours pas prêts.

En fait, la grande frousse des bureaucrates devant les ouvriers en grève refaisait encore surface : que ce serait-il passé si les monteurs en faisant le tour de l'atelier avaient fait débrayer l'ensemble des ouvriers sans l'ordre du syndicat ?

Les travailleurs sont ensuite allés en manifestant à la maison des syndicats, puis, sur proposition d'un ouvrier, il fut décidé d'aller manifester à la chambre patronale de St-Ouen, ce qui visiblement eut pour effet de ne pas réjouir les responsables du syndicat.

Là, encore une fois, on nous a prêché le calme et l'ordre. Les ouvriers qui étaient rentrés contre la volonté des dirigeants syndicaux dans le bâtiment patronal et qui commençaient à discuter assez violemment avec les secrétaires qui ne voulaient pas les laisser passer, se heurtèrent aussi aux délégués qui eux, ne voulaient surtout pas qu'il se passe à la chambre syndicale de St-Ouen, d'événements aussi « révolutionnaires » que ceux du Mans ou de Mulhouse.

Ils y sont arrivés... pour le moment, mais qu'ils ne se fassent pas d'illusions, bientôt, tout le monde en est convaincu, on entendra reparler de l'Alsthom.

ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES ENTREPRISES - ECHOS DES

... AVEC PREMEDITATION

Quand un particulier jette du vitriol au visage d'un autre, on appelle ça un attentat, on met le coupable en prison.

Quand un particulier laisse sciemment quelqu'un risquer l'accident ou la mort, on appelle ça refus d'assistance, on met le coupable en prison.

Comment faut-il donc appeler et sanctionner ce qui se passe quotidiennement à l'usine ?

Autrefois la machine pilote de la chaîne des tulipes était alimentée en huile soluble, mais il fallait vidanger tous les 2 jours et cela diminuait la production ; on ne sortait que 980 pièces environ ! Maintenant on en sort 1 100, mais la machine usine à sec. Pour 120 pièces de plus, on risque sans cesse d'être atteint par les copeaux chauffés au rouge. C'est ainsi qu'on voit sans cesse certains d'entre nous brûlés au cou et aux mains.

Si un fou meurtrier venait nous jeter à la figure des copeaux chauffés au rouge, on appellerait ça un attentat.

ET QUAND C'EST DES PATRONS QU'IL S'AGIT ?...

(Extrait du n° 32 de la V.O. S.F.A. - Dijon.)

ENSEMBLE OU SEPAREMENT

Le 10 novembre, à l'appel des syndicats, une grande partie d'entre nous a débrayé en quittant l'usine 1/2 heure ou 1 heure plus tôt.

Le jeudi 23, un autre mouvement d'ensemble est prévu. Par ailleurs des débrayages partiels se poursuivent surtout dans les ateliers. Ces arrêts de travail limités et localisés sont-ils efficaces ? Nous persistons à croire que non. Certes, ils agacent la direction, mais de là à lui faire peur, et à l'obliger à céder, il y a une différence.

Au CH (labos), seulement 20 % des travailleurs (chiffres C.G.T.) ont participé au débrayage d'ensemble du 10 novembre au soir... parce qu'ils avaient déjà débrayé seuls, le matin même, mais à 90 %. N'est-ce pas la preuve que les débrayages partiels sont souvent nuisibles aux mouvements de l'ensemble de l'usine ?

A la serrure et à la peinture du 39, un référendum a été organisé par la C.G.T. pour savoir si nous étions pour les débrayages partiels ou pour les mouvements d'ensemble. Les votants se sont partagés à peu près également sur les deux questions. Cela prouve que le courant de ceux qui sont partisans des grèves à l'échelle de toute l'usine en même temps, est déjà considérable. Mais il doit encore se renforcer, car on ne pourra envisager d'action réellement efficace que lorsque la grande majorité des travailleurs sera décidée à lutter ensemble et non séparément.

LA REPONSE QUI CONVIENT

Les labos du CH organisent depuis une quinzaine de jours des débrayages pour revendiquer une augmentation de 10 % avec 100 francs minimum. La seule réponse qu'on leur ait donnée a été une note de service — la même que dans les ateliers — interdisant les désordres dans l'usine et rappelant que tout débrayage entrainait la reprise à la rentrée suivante.

Le fidèle cabot de la direction au CH, bien connu pour ses brimades continuelles, a même appelé dans son bureau, un par un, tout le personnel du labo pour l'admonester. Il paraît que nos débrayages ne lui plaisent pas. Nous l'espérons bien !

E tle CH a répondu de la bonne manière en maintenant le débrayage prévu de 15 h 30 à 16 h 30, vendredi 17.

Lorsqu'on est bien décidé, certains obstacles se montrent tels qu'ils sont réellement : minables.

(Extrait du n°* 98 de la V.O. C.S.F. - Levallois.)

LA PILULE

Le dernier courrier Peugeot nous a appris, à propos des « découvertes » que l'objectif des psychiatres et biochimistes de 1980 était la fabrication d'une pilule antiagressivité qui « freinera tout désir pathologique et le désir d'affirmer sa personnalité ». Ce ne serait pas plutôt pour freiner toute volonté revendicative et transformer les ouvriers en moutons bien dociles ?

Si les ouvriers sont agressifs (Le Mans, Mulhouse, etc.) ce n'est pas parce qu'ils sont « malades », ce sont les conditions de vie imposées par les patrons (horaires longs, bas salaires, chômage...), qui n'offrent pas d'autre issue que la lutte.

Et tant que ces conditions-là existeront, toute pilule sera dérisoire, nous ne pourrons même pas nous en servir pour neutraliser les CRS... à moins qu'elles ne soient en plomb !

VEUT-ON LES ENVOYER A LA MORT ?

Il existe à Déchy une taille où les ouvriers travaillent dans une insécurité totale. C'est à la taille Bélier-Minengoye à l'étage 500-550. Les camarades travaillent dans une veine où l'ouverture à déhouiller mesure par endroit 23 cm. Ils sont toujours couchés sur le dos sans aucune possibilité de se retourner, au point que seuls les ouvriers grêles peuvent y travailler.

Si le moindre coup de charge se produit nos camarades seront écrasés et on ne pourra même pas retirer leurs corps.

Dans une taille de cette ouverture, le boisage est forcément négligé. Le seul avantage qu'ils aient c'est la tranquillité : personne de la direction, ni même le délégué n'osent descendre. Et quand bien même ils le voudraient, leur corpulence ne le permettrait pas.

On voit là la rapacité de la direction qui, en retard sur les nouveaux travaux prévus, n'hésite pas pour assurer le rendement à mettre la vie de ces ouvriers en danger.

Camarades, prenez exemple sur elle. Ne descendez pas. Car si aujourd'hui c'est encore une taille, demain ce sera un tombeau !

(Extrait du n° 35

NOUS PRENONS ACTE

« A la C.G.T. nous sommes pour l'unité avec tous y compris s'ils le veulent avec les adhérents de la Voix Ouvrière » que nous ne la « Voix Ouvrière » que nous ne voyons jamais même au moment des débrayages où l'occasion leur est pourtant donnée de se faire connaître et de donner leur avis. »

C'est ce qu'on peut lire dans le tract de la C.G.T. daté du 10 novembre. Or, les affirmations de la C.G.T. nous paraissent un peu abusives. La seule fois où des militants de la C.G.T. ont attendu ceux de la Voix Ouvrière ce fut pour leur arracher leurs tracts et les frapper.

Quant à l'occasion qui nous est donnée de parler au cours des débrayages, comment savoir qu'elle existe, puisque lors de ces débrayages, la C.G.T. monopolise la tribune qu'elle ne partage que très parcimonieusement avec la C.F.D.T. Quant à l'affirmation que la C.G.T. veut l'unité avec les militants de la « Voix Ouvrière », il faudrait la prouver et surtout expliquer pourquoi alors, cette même C.G.T. a exclu des ouvriers du syndicat à la RNUR Billancourt (Dpt 37 et 18) ; à Rhône-Poulenc Ivry, à Roussel-Uclaf Romainville et dans de nombreuses autres entreprises, sous prétexte qu'ils défendaient les idées de la « Voix Ouvrière ».

(Extrait du n° 37 de la V.O. RNUR - Flins.)

SECURITE... POUR LES PATRONS

Le samedi 4 novembre, vers 15 h, une explosion ébranlait l'Oréal. Elle provenait du labo demi-grand du bâtiment des laboratoires. Heureusement, personne n'était dans le labo au moment où l'accident s'est produit.

Tout a été brisé, tordu, pulvérisé. L'origine de cette explosion était une « armoire-étuve » datant de La Courneuve dont le thermostat a dû se détraquer. Réglée à 45°, on y mettait des bombes pour essayer leur résistance à la température. Or ce samedi, fatiguée d'avoir servi tant d'années, elle s'est échauffée et sa température a dépassé les limites raisonnables. Les bombes ont explosé. Dix minutes avant, l'électricien était sur l'étuve.

Le patron se croit toujours paré en distribuant dans les labos des petits carnets de sécurité. Car pour lui une machine avec tous les systèmes de sécurité vaut plus cher que la vie d'un homme. C'est pourquoi il choisit de risquer l'accident plutôt que d'acheter un matériel onéreux offrant toute sécurité.

Il n'y a qu'à chercher les sonnettes d'alarme chez l'Oréal pour comprendre jusqu'où va la préoccupation du patron pour la sécurité de ses ouvriers.

En faisant déplacer le service aérosol au fond de la cour de l'usine, les directeurs ne seront plus dérangés par les explosions, leurs bureaux se trouvant ainsi loin de toute possibilité de bruit ou de dégât.

Pourvu que le bruit et les morts ne les dérangent pas, les patrons se moquent de la sécurité et préfèrent leur chiffre d'affaires plutôt que de réduire le nombre des tués par manque de sécurité.

(Extrait du n° 31 de la V.O. l'Oréal.)

NOTRE PROTECTION

A la mécanique d'L.C.C., bâtiment E4, un ouvrier professionnel tourneur se fait une fracture ouverte à un doigt.

Une ouvrière du X3 a eu ses cheveux longs saisis par une courroie. Une poignée de cheveux et une partie de son cuir chevelu ont été arrachés. L'ambulance a dû l'emmener d'urgence.

Est-ce de leur faute ? Y a-t-il eu « inattention » ? On en discute sans doute ferme à la Direction ; et ces messieurs trouveront rapidement la réponse : pour eux l'ouvrier est toujours fautif.

Mais pour nous, c'est toujours la Direction qui est responsable. C'est elle qui loue notre travail, c'est pour ses profits qu'elle nous emploie, ce sont ses machines qui nous blessent ou qui nous tuent.

Nous devons faire payer notre protection à la Direction.

(Extrait du n° 61 de la V.O. Bourgogne - Electronique.)

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Naus ne pouvons faire paraitre des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIII[e].
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15[e]
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13[e]
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15[e]
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond

Japon : Les déboires de M. SATO

La police japonaise prête à charger les étudiants.

Les entretiens que M. Sato, premier ministre japonais, a eu avec le président Johnson concernant l'éventuelle restitution au Japon de l'île d'Okinawa et de son archipel, se sont soldés par un échec pour le gouvernement japonais, Washington ayant fait clairement entendre à M. Sato que la levée de la tutelle américaine ne se posait absolument pas pour l'instant. On se souvient qu'il y a quinze jours, lors du départ du premier ministre pour Washington, plusieurs milliers d'étudiants avaient tenté de bloquer l'aérodrome de Tokyo. La violente bagarre qui avait alors éclaté avait fait de nombreux blessés, principalement parmi le service d'ordre pourtant imposant et préparé à l'émeute que le gouvernement japonais avait mis en place. Et c'est protégé par des voitures blindées que M. Sato a pu prendre son avion.

En effet, alors que les sentiments anti-américains sont dominants dans la population japonaise — et le problème de l'île d'Okinawa toujours occupée par les Américains tend à aviver ces sentiments — depuis Nagasaki et Hiroshima, les gouvernements japonais se sont toujours montrés fort soucieux de raffermir les liens qui les unissent aux U.S.A.. Le voyage de M. Sato à Saïgon en est un récent exemple, de même que le communiqué paru à Washington pendant son séjour, où le premier ministre japonais a réaffirmé sa profonde solidarité avec la politique actuellement menée par les U.S.A. au Vietnam. Et plus d'une fois les dirigeants japonais eurent à faire face à des manifestations pacifiques ou violentes contre la présence militaire des U.S.A. au Japon.

Cependant, si inféodée qu'elle soit à la politique de Johnson, la bourgeoisie japonaise est gênée vis-à-vis de sa propre opinion publique et la restitution de l'île d'Okinawa permettrait peut-être, pensait-elle, de sauver la face. C'est là ce que M. Sato a demandé à Johnson : la restitution partielle de l'archipel, c'est-à-dire son retour « officiel » au Japon, les Américains y conservant, bien entendu, leurs bases militaires. En effet, depuis le traité de paix de San Francisco en 1952, les Américains occupent souverainement ces îles dont ils ont d'ailleurs fait une de leurs plus importantes bases atomiques. Il est bien entendu important pour Washington d'y conserver une entière liberté d'action. Plusieurs fois, d'ailleurs, les dirigeants américains ont affirmé que tant que subsistait le danger du « communisme chinois », il n'était pas question de restituer Okinawa.

Et c'est pourquoi la mission de M. Sato a échoué, la bourgeoisie japonaise n'ayant ni le pouvoir, ni le désir de s'opposer réellement au colosse américain.

De son côté aussi, la gauche fait campagne pour la restitution d'Okinawa — ceci dans la perspective du renouvellement des accords entre les U.S.A. et le Japon qui doit avoir lieu en 1970 et que la gauche japonaise voudrait bien ne pas voir se réaliser. Elle reproche à M. Sato et au gouvernement actuel de ne pas lutter contre l'inféodation du Japon aux U.S.A.

Et si les étudiants ont manifesté avec cette violence à l'aérodrome de Tokyo, c'est que pour eux la restitution d'Okinawa doit signifier le retrait immédiat des bases militaires américaines. En s'opposant au départ de M. Sato, ils ont voulu faire connaître leur dégoût et leur refus de la politique impérialiste et pro-américaine du gouvernement japonais, sachant bien que tout ce que demanderait le premier ministre serait au plus la reconnaissance d'une certaine indépendance militaire du Japon, sous le contrôle des bases. Et s'ils luttent contre la présence militaire des U.S.A. au Japon, c'est que les U.S.A. représentent pour eux l'Impérialisme en action, dévastateur et sanquinaire, c'est que les fusées de l'île d'Okinawa sont tournées vers les rivages de la Chine, prochaine étape décisive de la guerre du Vietnam.

C'est qu'ils connaissent, par expérience, les ravages et les désastres de la guerre atomique.

J. AMIE.

Les athlètes noirs et les jeux olympiques

Réunis en Conférence de la jeunesse noire à Los Angelès, deux cents athlètes noirs américains ont décidé à l'unanimité de ne pas participer aux Jeux Olympiques de 1968.

Certains Tartuffes déploreront que la politique vienne une fois de plus fausser le noble jeu du sport. Mais il n'y a pas de noble jeu. L'idéaliste Pierre de Coubertin, fondateur des modernes Jeux Olympiques, souhaitait un sport au-dessus des nations, des classes et des races. Mais rien dans notre société ne peut échapper à la division en classes et le sport lui-même relève de la politique. Non pas à cause du geste des athlètes noirs, mais à cause des conditions matérielles dans lesquelles il s'est développé. Il y a bien longtemps que le sport sert d'arènes aux passions politiques et nationalistes, bien longtemps que la formation des « supervedettes » est devenue une entreprise commerciale de mystification et d'abrutissement.

Les noirs en lutte tentent d'utiliser les armes qu'ils possèdent. Le geste des athlètes noirs ne changera certainement pas le sort des noirs aux U.S.A., il ne vaut que ce que valent les gestes. Mais il est une démonstration de conscience et de dignité. Si la conférence arrivait à imposer sa discipline à tous les athlètes noirs, cela révélerait déjà un niveau de conscience de la part de noirs américains tout à fait remarquable.

Pour imposer les décisions de la conférence à tous les sportifs noirs, il faudrait que les noirs américains aient une organisation puissante et reconnue par tous. Ce n'est pas encore le cas, le mouvement noir en est à ses débuts. Sa vitalité, son radicalisme doit combattre encore maints préjugés pacifistes et religieux et aucune des organisations noires existantes n'a pu jusqu'à présent s'imposer aux autres. Quand le F.L.N. donna l'ordre aux footballeurs algériens de quitter les équipes françaises, nul n'osa aller contre cette consigne, quelles que furent les pressions exercées par les milieux sportifs français. Mais là, la décision de la Conférence risque de n'avoir pas l'effet voulu. D'autant que tous les athlètes noirs U.S. n'étaient pas présents et que rien ne permet de dire que, consultés, ils donneront leur accord. Il n'est pas facile de renoncer à la gloire et aux efforts que depuis trois ans ces sportifs n'ont pas ménagés en vue de décrocher les fameuses médailles. Et les milieux sportifs américains et les groupes financiers qui les exploitent exerceront d'énormes pressions sur les athlètes noirs afin de les convaincre de participer aux Jeux.

Mais quelles que soient les suites de la décision prise par la conférence de la jeunesse noire aux U.S.A., il convient de saluer le courage et la dignité de ceux qui l'ont prise.

M.T.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

V^e^ arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

X^e^ arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10^e^.

XI^e^ arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le **mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIII^e^ arrondissement : Café «A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIV^e^ arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XV^e^ arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIII^e^ arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café «Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le vendredi de 17 h 30 à 19 h.**

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 17 h à 19 h.**

LYON. — Café «Le Clos Vert», 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8^e^, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

— « Bar du Pont » 90, rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. gare), **tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta le **vendredi 8 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT - ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **le jeudi 7 décembre de 15 h à 16 h.**
bre et 30 novembre de 15 h à 16 h.

SAINT - NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **samedi 9 décembre de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**